



Henri Irénée MARROU ( 1904 – 1977)

## LIMINAIRE

Interrogez ceux qui ont eu le privilège d'être les auditeurs des cours de Marrou, vous verrez les visages s'éclairer et le sourire affleurer. Vous comprendrez qu'ils étaient heureux et ont besoin de le faire savoir. C'est qu'il passait dans cet enseignement quelque chose de plus que la transmission d'un savoir ou d'une pédagogie : un éveil, une rencontre, disons plus : la découverte d'un témoin, qui associait la culture à la vie, l'histoire la plus rigoureuse aux questions que nous nous posions. Le passé le plus lointain prenait la forme d'une interrogation – parfois saisissante – sur notre actualité. Comment demeurer indifférents ? Nous découvririons plus tard, après avoir lu *De la connaissance historique*, qu'Henri Marrou mettait en pratique sa conception de l'histoire : à savoir qu'il n'y a pas d'objet historique sans la sympathie et l'intervention active de l'historien. Lisez dans ce cahier l'article lumineux de Michel Meslin, qui fait revivre Marrou, en le replaçant dans son temps, et en exposant les intuitions fondamentales de l'historien. Est-ce un hasard si Marrou a écrit un article sur « Bergson et l'histoire <sup>1</sup> » ?

Les centres d'intérêt de Marrou sont trop riches pour ne pas déborder le seul champ de sa spécialité. Tour à tour musicologue, poète, passionné de la poésie en langue d'oc, folkloriste, amateur intéressé par la chanson populaire, chroniqueur à *Esprit*, sous le nom de Davenson, il a été engagé dans l'aventure de la révolution des sciences humaines de la seconde après-guerre. Convaincu, à l'image de son maître saint Augustin, de l'ambivalence du temps de l'histoire, selon l'esprit de la *Cité de Dieu*, qu'il avait tant médité, il n'a été tenté ni par le marxisme ni par le structuralisme, maintenant bien haut la double exigence de fidélité à soi-même et à la communauté humaine.

---

<sup>1</sup> Henri DAVENSON, *Henri Bergson, Essais et témoignages inédits*, La Baconnière, Neuchâtel, 2<sup>e</sup> éd., 1942, p. 205-213.

Engagé dans la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale aux côtés de *Témoignage chrétien*, condamnant la torture pendant la guerre d'Algérie, il s'est toujours trouvé, avec une extraordinaire justesse, là où il le fallait aux moments cruciaux du siècle, comme l'observe Nicole Moine, notre secrétaire. Théoricien de l'école, universitaire de forte conviction laïque, compréhensif autant qu'exigeant à l'égard de son Église, homme attentif, sensible, sans mièvrerie, il demeure ferme sur l'essentiel de ce qu'il croit.

Tout nous invite aujourd'hui, non seulement à faire revivre Marrou, mais aussi à nous nourrir et nous inspirer de sa pensée, de son courage et de sa vitalité inventive. Voilà pourquoi nous avons créé cette Société des amis d'Henri Irénée Marrou (Davenson), dont vous ouvrez ici le premier Cahier. Il comprend plusieurs rubriques qui se veulent régulières : les *Études* où figurent, outre l'article de Michel Meslin, les deux conférences données lors de notre première Assemblée générale ; les *Publications de textes* de Marrou, soit anciens et difficiles à trouver, comme ce *Protoschéma d'un plan de réforme* universitaire, soit inédits, comme cette correspondance échangée avec Louis Salleron ; des nouvelles de la *Vie de l'association* ; nous projetons aussi une rubrique des *Travaux en cours* sur Marrou. Toutes vos informations et suggestions seront bienvenues.

Merci à tous ceux qui nous rejoindront, à tous ceux qui nous aideront. Merci aussi à ceux dont les critiques les plus libres sauront nous stimuler. N'est-ce pas de leur concours dont nous avons surtout besoin ?

JACQUES PREVOTAT.

---

## REPÈRES CHRONOLOGIQUES

HENRI IRÉNÉE MARROU (1904-1977)

**12 novembre 1904** : naissance à Marseille.

**1910-1925** : études primaires et secondaires à Marseille jusqu'à la khâgne incluse.

En **1925**, reçu premier au concours littéraire de la rue d'Ulm (option maths). S'oriente vers l'histoire ancienne sous l'influence de Jérôme Carcopino. Début de l'amitié avec Paul Vignaux.

**1927, 18 juillet** : commencement du *Carnet posthume* n° 8, le premier des carnets posthumes conservés, carnets tenus irrégulièrement jusqu'au 10 février 1977.

Durant l'été, premier camp de Barèges avec le père Dieuzayde.

À l'automne, début de la fréquentation du groupe « Tala » et des retraites de Gentilly.

**1928** : première rencontre de Jeanne Bouchet, sa future femme.

Soutenance de son diplôme d'études supérieures, « La vie religieuse dans la cité gallo-romaine de Nîmes ».

**1929-1930** :

En **1929**, reçu second à l'agrégation d'histoire.

Service militaire à Vincennes, il deviendra officier d'administration.

Premier article donné à *Politique* en janvier 1929 (suivi de dix autres jusqu'en janvier 1934).

**7 avril 1930** : mariage avec Jeanne Bouchet.

Premières rencontres avec Jean Laloy.

**1930-1932** : Membre de l'École française de Rome. Premières expéditions archéologiques, en Italie et dans le Maghreb.

En **1931**, naissance de Françoise Romaine.

**1932-1937** : professeur à l'Institut français de Naples.

En **1933**, naissance de Jean-Paul. Achèvement de *Fondements d'une culture chrétienne*. L'été, première rencontre avec Emmanuel Mounier, adhésion à *Esprit*. Mort de son père Louis Marrou, le 12 novembre 1933.

En **1934**, premier été au « chalet » du Curtillard (canton d'Avellard, Isère), où il séjournera tous les étés jusqu'à la fin de sa vie.

En **1935**, première chronique musicale dans *Esprit* (sur la musique d'Arthur Lourié), elle sera suivie d'une centaine d'autres.

En **1936**, naissance de Catherine Marie. Rencontre de Jean-Marie Soutou dans le « Groupe Esprit ».

**1937-1938** : professeur d'histoire ancienne à l'université du Caire.

En **1937**, soutenance des thèses en Sorbonne : *Saint Augustin et la fin de la culture antique* (thèse principale), et *Scènes de la vie intellectuelle figurant sur les monuments funéraires romains* (thèse secondaire).

H. I. Marrou adhère au SGEN dès sa fondation par Paul Vignaux en 1937.

**1938-1939** : professeur d'histoire ancienne à la faculté des lettres de Nancy.

**1939** : Déclaration de guerre. H. I. Marrou est mobilisé à Marseille (démobilisé en septembre 1940).

**1940-1941** : professeur d'histoire ancienne à la faculté des lettres de Montpellier.

En **1940**, achèvement du *Traité de la musique selon l'esprit de saint Augustin*.

Opposition à Vichy, début des activités de résistance.

En **septembre 1941**, participation aux Journées de Lourmarin organisées par Jeune France.

**1941-1945** : professeur d'histoire ancienne à la faculté des lettres de Lyon. Ses étudiants sont Jean-Marie Domenach, Gilbert Dru, Janine Assas, etc. Il devient (et restera) un membre actif de la Paroisse universitaire.

Il s'engage dans L'Amitié chrétienne aux côtés de l'abbé Glasberg, de Jean-Marie Soutou, de Joseph Rovin. Il collabore aux *Cahiers de Témoignage chrétien*, proximité des pères de Lubac, Chaillet, Fessard, d'André Mandouze.

Avec le père Jean Daniélou, entreprise de la collection « Sources chrétiennes ». Rencontre des jésuites de Fourvière, des pères dominicains Chiffot, Chenu.

Lancement de la revue *Le Moyen Âge latin* avec l'abbé François Châtillon.

En **1944**, *Le Livre des chansons, introduction à la connaissance de la chanson populaire française*, signé Henri Davenson, paraît à Neuchâtel (Suisse).

L'été 1944, libération de Lyon. Soulèvement de Paris. Proclamation de la République. Discours de De Gaulle. En octobre, Henri Marrou est appelé à siéger au comité de libération de Lyon, il en démissionne au bout d'un mois.

Capitulation de l'Allemagne le 8 mai 1945.

**1945-1975** : professeur d'histoire ancienne du christianisme à la Sorbonne. Domiciliés aux « Murs blancs », à Châtenay-Malabry, les Marrou sont les premiers occupants de ce qui deviendra la « communauté Esprit ».

En **1945**, prise de position dans *Esprit* pour la laïcité, contre « l'école libre ».

En **1947**, première participation au Centre catholique des intellectuels français.

En **1948** : *Histoire de l'éducation dans l'Antiquité*. En septembre, première session de cours (un mois) à l'Institut d'études médiévales de Montréal (où il retournera tous les deux ans jusqu'en 1968).

En **1949** : « Retractatio à *Saint Augustin et la fin de la culture antique* ». En juin, dans *Esprit*, son article « Trois apostilles » (en réaction au livre de Jules Isaac *Jésus et Israël*) l'amène à démissionner de sa coprésidence avec J. Isaac des « Amitiés judéo-chrétiennes ». Première rencontre de l'abbé Jean-Marie Lustiger au Centre Richelieu.

En **1950**, il succède à Étienne Gilson à la présidence de l'Institut franco-canadien. Le 22 mars, mort d'Emmanuel Mounier. H. I. Marrou met en garde les rédacteurs d'*Esprit* contre la séduction du marxisme et s'oppose fermement sur ce sujet à Jean Lacroix.

En octobre, dans *Esprit*, article « Du bon usage d'une encyclique » à propos de l'encyclique *Humani generis*. Édition à Montréal de l'opuscule *Ambivalence du temps de l'histoire chez saint Augustin*.

En **1951**, il siège dans la « commission Paul Boncour » chargée d'examiner la réforme du système scolaire. Dans *Esprit* (décembre), sa « Note sur sainteté et intégrisme » (à propos de la béatification de Pie X) lui vaut une sévère mise en garde de l'assemblée des cardinaux et archevêques (apaisement l'année suivante).

**1952** : *À Diognète*. Introduction, édition critique, traduction et commentaire (collection « Sources chrétiennes »). Entreprise de la *Prosopographie chrétienne du Bas-Empire*.

**1954** : *De la connaissance historique*.

**1955** : *Saint Augustin et l'augustinisme*.

En **1956**, dans *Le Monde* du 5 avril, article signé d'Henri Marrou « France, ma patrie », qui dénonce la torture en Algérie, et, dans *Témoignage chrétien* du 23 novembre, « France, prends garde de perdre ton âme » sur le même sujet.

En **1957**, H. I. Marrou et J. Lacroix démissionnent du comité directeur d'*Esprit*. Le 8 août, mort de sa mère, Alphonsine, née Brochier.

**1959**, entreprise du *Recueil des inscriptions chrétiennes de la Gaule*.

**1960** : *Clément d'Alexandrie, Le Pédagogue*. Introduction et notes (« Sources chrétiennes »).

**1961** : *Les Troubadours*.

**1963** : *Nouvelle histoire de l'Église*, t. I, 2<sup>e</sup> partie (303-604).

**1966** : fondation du Centre de recherche Le Nain de Tillemont (rattaché au CNRS en 1971).

**1967** : le **3 février**, élection à l'Académie des inscriptions et belles-lettres

(remise de l'épée le **7 mai** 1968 par Jérôme Carcopino).

**1968** : *Théologie de l'histoire*.

**1973-1975** : détaché au CNRS, au Centre de recherches sur le christianisme ancien.

En **1973**, rencontre de Paul VI lors du colloque sur « Mgr Duchesne et son temps » organisé par l'École française de Rome. Démissionne du SGEN, en même temps que Paul Vignaux, Charles Pietri, etc. Premier numéro de la revue *Les Quatre Fleuves*.

En **1975** : dernière présidence de thèse, celle de l'abbé Claude Dagens sur Grégoire le Grand.

**1976** : le **9 janvier**, mort de Jeanne Marrou.

*Patristique et humanisme, Mélanges* (articles réédités et bibliographie).

**1977** : *Décadence romaine ou Antiquité tardive ? III<sup>e</sup>-IV<sup>e</sup> siècles*.

Le **11 avril**, mort d'Henri Irénée Marrou. Obsèques célébrées à Châtenay-Malabry par l'abbé Jean-Marie Lustiger.

**1978** : *Christiana tempora. Mélanges*, Éd. de l'École de Rome, et H. I. MARROU, *Crise de notre temps et réflexion chrétienne (de 1930 à 1975)*, Introduction et notes de Jean-Marie Mayeur, Préface de Charles Pietri.

**2006** : *Carnets posthumes*, édition de Françoise Marrou-Flamant, préface du cardinal Jean-Marie Lustiger, introduction de Mgr Claude Dagens, présentation de Jacques Prévotat.



## TEXTES D'HENRI IRÉNÉE MARROU

### PROTOSHEMA D'UN PLAN DE REFORME UNIVERSITAIRE

Extrait de la revue *Esprit*, n° 1 (nouvelle série) décembre 1944

*Publié dans Esprit en décembre 1944, ce texte a été rédigé dans les années de guerre où Marrou écrit L'Histoire de l'éducation dans l'Antiquité, années pendant lesquelles nombre d'esprits s'interrogent sur les réformes de l'Éducation nationale dans la France de l'après-guerre. Les réflexions d'Henri Marrou – toujours actuelles – s'imposent d'emblée au lecteur. Deux précisions peuvent être utiles. Lorsque Marrou écrit ce texte, les subventions de Vichy aux écoles libres existent. Si Marrou ne croit pas possible la suppression de l'école confessionnelle, il imagine celle-ci, là où elle est « souhaitable », « intégrée » à la nation, avec un contrôle de l'État. La Commission présidée par le socialiste André Philip se réunit du 6 novembre 1944 au 12 mars 1945. Ses propositions : une seule école dans les petites communes, des subventions assorties de contrôle pour les écoles privées, sont dans la même ligne qu'Henri Marrou. Ces partisans de la conciliation furent désavoués au sein de chaque camp. Le 28 mars 1945, l'Assemblée consultative abrogea les subventions de Vichy, revenant au statu quo d'avant 1939. Ajoutons que Marrou répondit dans Esprit de mars 1945 aux « vives réactions » de certains des défenseurs de l'école libre à ses propos<sup>2</sup>.*

*Marrou souhaite le maintien de la suppression des écoles normales primaires par le gouvernement de Vichy (loi du 18 septembre 1940). La mesure s'en prend à des « séminaires laïques ». Elle impose aussi aux futurs instituteurs de passer le*

---

<sup>2</sup> « Polémique autour de l'École "libre" », p. 521-529 : repris dans H. I. MARROU, *Crise de notre temps et réflexion chrétienne (de 1930 à 1975)*, Beauchesne, 1978, p. 299-309.

*baccalauréat (et non plus le brevet supérieur) et de suivre ensuite une année dans un Institut de formation professionnel. Jean Zay, ministre du Front populaire, avait eu ce projet, pour mettre fin au cloisonnement des élèves des écoles normales, et faire entrer ceux-ci au lycée.*

*Les écoles normales furent rétablies à la Libération et réorganisées par le décret du 6 juin 1946. Marrou le critiqua dans son article : « Le cloître primaire » (17 juillet 1946).*

*J.-M. M.*

Communiqué en 1943 au Fonds européen de secours aux étudiants, ce texte a connu une certaine diffusion clandestine en Suisse et dans la Résistance française ; c'est pourquoi nous lui avons conservé le titre, d'un ésotérisme confidentiel, qui servait à le désigner.

On posera en frontispice deux exigences en apparence contradictoires :

a) Il faut, non des réformes de détail, mais une refonte totale, révolutionnaire. L'Université de France a presque 140 ans, c'est beaucoup : on ne remet pas à neuf une si vieille maison, on l'abat. Qu'on ne dise pas : les murs sont bons ! Ce sont les meubles, pas mal de pierres de taille qu'on pourra reprendre dans le détail, non l'ensemble. Ce n'est pas en retouchant une fois de plus le programme du baccalauréat qu'on résoudra le problème. Le problème est grave : l'Université de France est en train de se vider de toute sève vivante ; je suis inquiet de la désaffection que témoigne à son égard l'élite de notre jeunesse ; prenons garde : comme au XVIII<sup>e</sup> siècle, elle risque de s'échouer en marge du grand courant de la culture nationale, parasite encombrant qui ne remplirait plus la mission éducatrice que notre peuple lui avait confiée.

b) Ici, c'est l'historien, spécialiste de l'histoire de la culture, qui parle : en matière d'éducation, il n'y a pas de création spontanée, c'est un domaine où les hommes ont beaucoup de mal

à innover. Les réformes les plus révolutionnaires sont toujours en fait curieusement conservatrices : c'est une entreprise redoutable que d'élever un « petit d'homme » ; personne ne peut savoir ce que donnerait un système imaginé de toute pièce, et un tel système est justement bien difficile à imaginer.

D'autre part, notre réforme, toute réforme politique, utilisera un personnel antérieur à elle, formé et déformé par la tradition (cf. les Écoles centrales de la Convention utilisant les cadres des collèges oratoriens ou jésuites).

Enfin, nous ne pourrons jamais repartir à zéro : nous travaillons dans un pays et dans une société déterminée, qui a ses habitudes (routines ou préjugés, peu importe), ses besoins : nous rencontrerons, par exemple, le phénomène si original de notre enseignement primaire supérieur, qui reflète la dominante petite-bourgeoise de notre structure sociale. Un plan qui ne veut pas être utopique doit tenir compte de ces données sociologiques.

### **I. – Enseignement primaire.**

Il faut le rendre à sa finalité essentielle : la lutte contre l'analphabétisme. Je déplore que nos enseignements n'aient pas su se tenir à leur place, chacun s'efforçant d'empiéter sur le degré supérieur : le primaire s'est alourdi d'un encyclopédisme secondaire, le secondaire de philologie supérieure, le supérieur a oublié sa mission éducatrice pour faire de la science, et aucun des trois ne remplissait plus sa mission. On ramènera donc les programmes des classes proprement primaires à l'ossature : lire, écrire, compter ; sous le nom d'histoire et de géographie une ossature de cadres (slogans, faits, dates) ; le reste (« leçons de choses », etc.) n'est pas à prendre au sérieux.

Réagir contre l'unification jacobine, réintroduire le respect du milieu régional. Le peuple de France n'écrirait pas un « français de gendarme » (ou de journaliste), lui qui parle un langage si savoureux, si nos instituteurs avaient appris à comprendre la santé linguistique du français dialectal et à utiliser

les ressources du patois local pour l'enseignement de la langue classique.

Mais n'entrons pas dans le détail de la pédagogie ; politiquement, l'enseignement primaire pose deux problèmes :

a) L'école « libre » : politiquement, je ne crois pas possible de tolérer l'existence de l'école libre dans la période révolutionnaire où nous entrons et où est en jeu le jet en moule d'une France nouvelle. Mais d'autre part, sociologiquement, je ne crois pas possible la suppression de l'école confessionnelle. C'est un fait, regrettable peut-être : pour les catholiques français de la génération qui est représentée actuellement par la majorité de nos évêques, la notion de liberté religieuse, je dirai même de foi, a été intimement liée à la question de l'école. Liaison empirique, nous sommes ici en plein relativisme sociologique ; je le dis sans détour : l'historien peut ici tenir tête à des théologiens qui me paraissent souvent bien mal informés. Je rappellerai le fait fondamental : l'école confessionnelle n'est pas née d'une exigence doctrinale liée à l'essence même de la Foi, mais d'une situation de fait : la disparition, à l'époque barbare du haut Moyen Âge, de la culture et des écoles profanes ; l'Église a dû alors assumer une tâche que la société laïque ne remplissait plus. Mais pendant toute l'ère patristique, tant que subsistait l'école antique, les chrétiens s'en étaient contentés, et cela ne les avait pas empêchés de conquérir le monde païen...

Mais le fait est là : pour ne pas soulever de guerre religieuse (ce n'est pas seulement l'Alsace qui est en jeu, ni l'Ouest clérical, c'est le droit de vivre de la minorité chrétienne dans la France entière : est-on si sûr, même, qu'il ne s'agisse que d'une minorité ?), je propose le maintien, partout où une analyse objective de la situation le montrera souhaitable, d'une école confessionnelle à côté de l'école neutre. Mais cette école doit être une école nationale, gratuite et entretenue par l'État, intégrée à la nation, au service de la nation, et non d'un ghetto chrétien. Je la vois soumise, au même titre que l'école « laïque », au contrôle de l'État, contrôle non seulement politique, mais aussi pédagogique.

On exigera de ses maîtres les mêmes études et les mêmes titres que des maîtres neutres. Comme mesure transitoire, la titularisation du personnel actuel de l'enseignement libre sera subordonnée à un triage sévère, par exemple au moyen d'un examen pédagogique du niveau du CAP (Citerai-je un précédent ? La réforme Gentile en Italie a imposé un tel reclassement aux instituteurs en fonction en 1923 et en a radié un tiers, sur le seul plan pédagogique.)

Dans ma pensée, cette école confessionnelle n'est légitime qu'en fonction de cette situation de fait, en somme provisoire ; elle ne répond pas à un idéal. Au point de vue du croyant que je suis, l'idéal n'est pas la défense d'un ghetto fidèle, c'est un christianisme largement rayonnant sur ce peuple encore tout chrétien de France ; je suis prêt à soutenir devant un concile de nos évêques que ce qui sauvera la foi dans notre pays, ce n'est pas l'école-à-curé, si vite odieuse, mais un apostolat de type JEC en milieu laïque. D'autre part, au point de vue national, l'idéal est l'unité, une unité qui n'exclut pas, sans doute, la légitime diversité des familles spirituelles, mais qui implique un dénominateur commun. C'est un fait que coexistent en France des chrétiens et des incroyants ; le salut public exige impérieusement qu'ils puissent vivre non seulement côte à côte, mais en communauté : pour cela, il faut qu'ils ne se pensent pas comme des monstres, réciproquement. La solution idéale n'est pas la juxtaposition, à la mode belge, d'écoles au service d'idéologies rivales ; c'est une école unique où se coudoient les éléments les plus divers, et où ils apprennent, en se connaissant mieux, à se respecter, à se comprendre et à s'aimer ; une école d'État où des maîtres catholiques puissent entrer, comme ils font déjà en grand nombre, à titre personnel, et où une famille catholique soit assurée de voir ses droits légitimes respectés. L'impératif qui doit faire taire tout esprit partisan, laïque ou chrétien, c'est : *restaurer la volonté commune des Français à former une nation* ; l'école doit être au service de ce climat commun.

b) Le même principe inspirera la solution du problème n° 2 : la formation des maîtres. Je souhaite vivement le maintien de la suppression des écoles normales : il est extrêmement fâcheux que cette réforme, que je crois féconde, ait été réalisée par Vichy ; la tentation sera grande de les rétablir<sup>3</sup> et pourtant ! Un des pires maux dont a souffert la III<sup>e</sup> République était le morcellement de la nation en mondes clos possédant un climat idéologique autonome : à côté d'une marine bleu-de-roi on avait un monde rouge bon teint. Je veux une France une : je ne suis pas totalitaire, je constate simplement que la liberté n'a existé qu'au sein de sociétés admettant entre ses diverses fractions un dénominateur commun assez élevé. Il ne doit y avoir qu'une Université, l'Université de France, et non, au sein de celle-ci, un Primaire orgueilleusement clos, refermé sur lui-même. Je ne pense pas seulement ici à une idéologie politique particulière, mais aussi au problème de la culture. La culture française doit être une, elle aussi, sa santé ne sera assurée que par une active circulation des élites entre ses divers niveaux<sup>4</sup>. Il importe d'arracher les primaires au complexe d'infériorité qui les crispe, qui diminue aussi leur efficience sur le plan de la création culturelle.

Pour cela, la solution actuelle me paraît excellente, et avoir donné déjà satisfaction : ne pas isoler l'élève-maître dans un séminaire clos, le former au lycée (ou du moins, voir plus bas, au collège moderne), au contact du reste de la jeunesse secondaire ; lui donner le titre et la culture de bachelier qui font de lui l'égal des autres Français cultivés du même âge et lui ôte l'impression déprimante d'être dans une impasse. Non qu'il faille conserver dans le détail le régime Vichy : je ne crois pas qu'il soit psychologiquement très heureux de recruter les élèves-maîtres à l'entrée de la seconde : je les sélectionnerais plutôt après la

---

<sup>3</sup> Novembre 1944 : elles sont rétablies, sur le papier du moins.

<sup>4</sup> J'ai développé ce point de vue, dans le cas particulier de la culture musicale, dans mon Introduction à la Connaissance de la chanson populaire, Neuchâtel, Cahiers du Rhône, 1944

première ou même la philo. Mais l'essentiel est de revaloriser la fonction d'instituteur qui est ridiculement sous-rétribuée : simple question de crédit. C'est le *leitmotiv* de ma réforme : si le pays veut une jeunesse, il doit payer son éducation.

## **II. – Enseignement du second degré.**

C'est ici qu'il faut tenir compte des réalités sociologiques et traditionnelles. Nous possédons en France une admirable tradition pédagogique, vieille de trois ou quatre siècles (elle remonte aux humanistes et aux Jésuites du XVI<sup>e</sup> siècle) : le secondaire classique. Mais il faut bien constater que cette culture, si remarquable que tous ceux qui l'ont vraiment reçue ne voudraient l'échanger contre rien d'autre, a un caractère hautainement aristocratique : elle vise à former des spécialistes de la culture, ces « intellectuels » français qui sont l'orgueil de notre pays. Mais sachons voir les choses en face : cette culture classique, toujours valable pour la formation d'une élite, ne l'est pas pour l'équipement des cadres de masse. On ne résout pas le problème du second degré en parlant, la main sur le cœur, d'ouvrir aux enfants du peuple les trésors de la culture classique : la politique de la porte ouverte au lycée n'a abouti qu'à mettre en péril l'existence même de la tradition classique.

Mon idée est de restaurer, dans toute son admirable fécondité, la formation secondaire classique en en faisant un objet d'envie, une source de dignité (culturelle, non sociale), en aiguillant vers elle, par sélection, les meilleurs éléments de notre jeunesse. Une société démocratique n'exige pas la suppression des élites, dont l'existence est une conséquence de la division du travail social, mais seulement une élite ouverte, non constituée en caste héréditaire, largement recrutée dans le milieu populaire. Je fais confiance à mon peuple, où le respect de la culture est si vif : je suis sûr que les familles, même populaires, dirigeront volontiers leurs enfants vers le secondaire classique sans qu'il soit nécessaire

d'en prétendre faire la formation unique de la jeunesse, ni la condition nécessaire du gagne-pain.

Dans une société moderne, en effet, l'enseignement du second degré a un rôle social plus étendu que le simple recrutement de l'élite des « intellectuels » (au sens de techniciens supérieurs de la culture) : il est absurde de faire passer toute la jeunesse par un traitement qui n'a d'intérêt que s'il réussit pleinement, et qui ne peut réussir pleinement que dans un nombre limité de cas privilégiés. Le plus grand nombre des jeunes Français n'ont ni l'ambition, ni les dons nécessaires, ni intérêt pratique à essayer de devenir de grands intellectuels. Pour la plupart, le second degré a comme finalité essentielle l'équipement technique qui ouvre les postes élevés dans l'activité économique. La société moderne fait une telle consommation de techniciens, que leur nombre déborde de beaucoup l'élite nécessairement restreinte des « intellectuels » (la puissance de l'esprit est un don parcimonieusement accordé à l'espèce que nous sommes). Dans cette perspective, il faut reconnaître que tous les médecins, tous les ingénieurs, etc., ne peuvent prétendre atteindre à ce suprême niveau, mais je tiens qu'il est indispensable à la santé de la culture française qu'on ait une minorité de médecins profondément cultivés, sachant le grec, connaisseurs en musique, etc. Ma perspective vise toujours à l'unité française, mais par une circulation active et l'interpénétration des divers niveaux : l'élite de médecins cultivés que j'imagine remplissant la double fonction de représenter la médecine dans la haute culture et de faire pénétrer quelque ouverture d'esprit dans le milieu des médecins de pure technique.

Pratiquement, on répartirait la clientèle du second degré entre trois types d'enseignement parallèles :

a) Intégrons une des créations les plus remarquables de l'évolution antérieure, le « primaire supérieur », création quasi spontanée, due à la pression d'un besoin sociologique : il reflète un phénomène d'importance capitale, l'accession de la masse du peuple français,



citadin et rural, à un standard de vie petit-bourgeois dans lequel figure un besoin d'instruction fortement ressenti, où s'unissent culture générale et équipement technique. Il faut maintenir et développer une institution aussi féconde : conserver et multiplier (surtout dans les petits centres ruraux) les anciennes EPS et les cours complémentaires, de manière à faciliter l'évolution qui s'esquisse spontanément en vue de prolonger jusqu'à seize ans en moyenne la durée de la scolarité. Je ne verrai aucun inconvénient à ce qu'une ou deux années de culture générale, de niveau déjà secondaire, soient régulièrement annexées au programme proprement primaire défini au Titre I, et composent avec lui le cycle minimum d'études d'un jeune Français.

Préoccupons-nous seulement d'orienter cet enseignement vers sa finalité immédiate : élever le niveau culturel des paysans qui resteront à la terre, des artisans ou ouvriers qualifiés, contremaîtres, employés. Orientation technique : cette première forme de secondaire doit s'intégrer à tout ce que notre enseignement technique, si florissant, a déjà à son actif.

Mais nous sommes un peuple, non une termitière totalitaire : un peuple civilisé. Cet enseignement moyen, technique, ne doit pas être totalement sevré d'éléments culturels (d'où une solide formation en français et mathématiques). Il ne doit pas non plus être refermé sur lui-même, n'aboutir qu'au dressage de techniciens demi-cultivés, mais faciliter le recrutement de l'élite en prévoyant le passage de ses meilleurs éléments dans les types supérieurs.

b) Pour la formation des techniciens supérieurs (médecins, juristes, ingénieurs), je conserverai le système Carcopino du collège moderne, synthèse inévitable de l'ancien brevet supérieur, ce monstre absurde, et de l'ancien baccalauréat moderne : un enseignement sans latin, mais qui conserve tout ce qui peut être adapté de la tradition classique (français et mathématiques), en même temps qu'il s'oriente par l'enseignement de deux langues vivantes vers l'efficacité du futur technicien. Sanction : un baccalauréat ayant même valeur que le baccalauréat classique,

donnant libre accès aux diverses facultés, sauf aux facultés des lettres, ces piliers de la culture classique (on prévoit, pour les vocations tardives, un examen d'entrée à ces facultés, portant essentiellement sur le latin, imposé aux seuls bacheliers « modernes »).

c) Enfin, pour l'élite, une élite de volontaires, sélectionnés par émulation, le lycée classique : un premier cycle unique (français – latin – géométrie), un deuxième cycle à option, soit grec, soit mathématiques ; pour finir, bien entendu, cette fameuse année de philosophie, légitime orgueil de notre tradition nationale.

L'essentiel ici ne sera pas d'innover, mais de restaurer : un enseignement formateur, former une teste bien faite, plus de bourrage de crâne encyclopédique. Il ne sert à rien de forcer les jeunes cerveaux : à leur faire parcourir trop vite un trop vaste programme en mathématiques, par exemple, on n'a réussi qu'à en faire des perroquets à mémoire verbale, non des esprits rationnels. De même, sous prétexte de leur donner des clartés sur tout, on leur encombre le cerveau : je ne veux leur apprendre que peu de choses, mais à fond. Ils sauront du latin, c'est-à-dire qu'ils parviendront à ce contact avec l'âme antique qu'ils ignorent totalement aujourd'hui (un bachelier n'a aucune culture latine : il ne sait que réussir une version à coups de dictionnaire) ; ils auront fait des mathématiques, c'est-à-dire qu'ils auront longuement butiné à travers les problèmes que permettent les premiers livres d'Euclide, etc. Il n'y a qu'à revenir à la vieille tradition de nos collèves : tout cela existe, en grand péril, certes, mais ne demande qu'à renaître.

Je ne compte pas seulement pour cela sur un allègement massif des programmes (obtenu aux dépens des matières secondaires : histoire, géographie, langues, physique, toutes choses qui peuvent soit être intégrées à l'humanisme classique, soit être remises à plus tard), mais aussi sur une réforme capitale : *la suppression des examens*. Notre système est usé jusqu'au bout : le baccalauréat est si discrédité que la réforme Carcopino le juge insuffisant pour l'entrée en faculté ; mais on n'a trouvé d'autre

remède à cela que de lui superposer un deuxième examen : cette double dose ne guérira pas le mal ! D'autre part, la hantise de l'examen (et des concours) se répercute tout au long de l'enseignement : on ne cultive plus, on prépare l'examen ; le système inauguré dans les « boîtes à bachot » s'est étendu aux lycées : on n'apprend plus le latin ou le français, on y entraîne à la version ou à la dissertation.

Je renonce à réformer une telle institution : plus d'examen ; l'élève sera jugé sur l'ensemble des notes et des compositions ; le baccalauréat sera un jugement porté sur le travail des années secondaires (et spécialement des deux dernières : les meilleurs esprits sont ceux qui s'éveillent tard). Le nouveau régime exige un renforcement, un perfectionnement du système de l'inspection, rendue plus étroite, plus active (on peut admettre que dans les notes actuelles figureront un certain nombre de « colles » passées devant les inspecteurs ; de même, le niveau des études pourra être uniformisé dans les divers établissements par un jeu de compositions nationales, concours généraux, etc.)

Ce système d'inspection, pour lequel on a un personnel tout trouvé dans les vieux professeurs, blanchis sous le harnois et si passionnés de leur métier, me paraît résoudre d'autre part trois autres problèmes :

1. L'enseignement secondaire libre : je ne vois aucune difficulté à le tolérer plus largement que le primaire ; mais le niveau de l'enseignement dans beaucoup d'institutions secondaires est un scandale, il y a là une véritable escroquerie à l'égard des familles en même temps qu'une exploitation éhontée du prolétariat intellectuel : aussi, je soumettrai cet enseignement aux mêmes règles que l'enseignement secondaire d'État : même étroite inspection, mêmes titres minima exigés de tout le personnel enseignant.

2. Renouvellement pédagogique : il n'y aura aucun inconvénient à voir des collèges libres fondés non seulement par des groupements religieux, mais aussi par des équipes de pédagogues voulant mettre en œuvre des méthodes nouvelles : le

corps inspectoral devra être très accueillant, prêt à autoriser toutes les tentatives, tenu seulement d'en vérifier les résultats.

3. Suppression de l'agrégation, autre institution sclérosée, incapable d'adaptation et de renouvellement (sous sa forme actuelle, elle ne correspond plus à rien : le personnel de l'enseignement secondaire se recrute largement en dehors d'elle) : on exigera simplement des futurs professeurs une culture minima, le doctorat d'université, et un certificat d'études pédagogiques (qui sera quelque chose de plus sérieux que le ridicule « stage » actuellement pratiqué) ; rien de plus : ils sont pris à l'essai et titularisés après trois ou quatre ans d'après les résultats de l'inspection.

### **III. – Enseignement supérieur.**

L'équipement technique supérieur est inséparable d'une culture profonde : si tous les techniciens ne doivent pas nécessairement compter dans l'élite la plus raffinée, tous doivent étoffer leur métier d'une formation largement humaine. On se préoccupera donc de restaurer dans les diverses facultés la valeur humaine, formatrice, des études. Les problèmes étant complexes, on acceptera que je n'examine avec précision que le cas des facultés des lettres.

Le système actuel des certificats aboutit à morceler les études en blocs isolés, dans lesquels le bachotage conduit à la cuistrerie et où la formation profonde de l'étudiant par un maître est impossible (à peine dégrossi par une année d'initiation, l'étudiant, pressé par les examens qui l'attendent, vous abandonne). Je propose un système qui reprend en somme la vieille licence des années 1890, tout en utilisant certaines techniques des universités américaines.

L'étudiant en lettres ferait comme aujourd'hui quatre ou cinq ans d'études. Les deux premières (trois, souvent, pour l'étudiant moins doué ou plus lent) aboutissent à la licence, examen unique, *sans programme*. Il suffit qu'il n'y ait pas de

programme délimité pour que le bachotage disparaisse : on demandera à l'étudiant de savoir les langues anciennes, ou l'anglais, ou l'histoire, ou de la philosophie, en bloc... Le système donne de trop bons résultats au concours d'entrée à l'École normale supérieure pour qu'on hésite à le généraliser. Mais (et c'est là le système américain) l'étudiant devra, pour pouvoir se présenter à la licence, avoir été inscrit et avoir effectivement suivi un certain nombre d'enseignements, les uns obligatoires, les autres à option : la liste en sera assez souple pour permettre une libre élection des maîtres et des matières, tout en évitant des combinaisons qui sentiraient par trop l'amateur.

Normalement, après la licence, les futurs professeurs prépareront le doctorat d'université, petite thèse préparée en deux ans, d'un niveau correspondant à celui d'un de nos bons diplômes actuels, la préparation, comme celle du doctorat de droit, impliquant la participation à un certain nombre d'enseignements supérieurs : nul doute que le corps enseignant n'accepterait avec joie de remplacer par de tels travaux l'insipide préparation à l'agrégation à laquelle il est aujourd'hui asservi.

Le grand progrès à réaliser est d'élever le niveau des études supérieures ; le seul moyen d'atteindre ce but (lié, pour les lettres, à l'amélioration des bibliothèques provinciales, dont le niveau est actuellement affligeant) me paraît être la spécialisation des facultés : actuellement, pour répondre au désir des familles, chacune d'elles, même les plus squelettiques, s'efforce d'organiser chez elle toute la gamme des enseignements possibles. Je verrais au contraire Grenoble spécialisé dans la géographie et l'italien, Lyon dans les lettres pures, l'histoire et l'allemand, tandis que l'anglais trouverait sa capitale à Lille, etc. On pourrait conserver de la sorte des facultés restreintes, chères à leur petite ville et souvent en possession d'une tradition précieuse, comme celle de l'enseignement que Blondel a fondé à Aix pour la philosophie. Et on exhorterait l'étudiant à voyager à travers la France à la recherche d'un maître d'élection.

Cela suppose une profonde transformation des mœurs universitaires, et même des mœurs tout court : il faut lutter contre la tendance casanière de la famille française qui tient à conserver jusqu'au bout son poulain *at home*. Je crois que le moment est venu de tenter une grande expérience ; rien ne m'encourage plus à la proposer que de constater la convergence de ma propre expérience avec celles que viennent de réaliser, dans des milieux bien divers, P.-A. Touchard à la Maison des lettres de Paris, et G. Gadoffre à l'École des cadres d'Uriage. Il faut que la vie universitaire devienne une véritable vie de communauté. L'étudiant français doit mûrir hors de sa famille : nous voulons qu'il voyage ; je ne vois qu'une solution : rétablir la vie collégiale de type médiéval ou britannique, l'internat libre, dans une maison d'étudiants à effectif limité, sous la direction d'une personnalité influente, imposant un style de vie communautaire, le goût du travail en équipe, etc. Ici encore, nous intégrons le résultat d'une évolution spontanée : le phénomène d'émergence le plus considérable qu'ait présenté la France des années 40 est l'apparition du type « école de cadres » : l'Université doit les intégrer, par le système collégial, si elle veut rester en contact avec la vie.

Pleine liberté serait laissée à la fondation de telles maisons : on pourrait voir se fonder des collèges d'inspiration doctrinale ou pédagogique très diverse ; il suffirait d'écarter les initiatives suspectes au point de vue politique ou social. La seule objection que soulève ce système est d'ordre économique : simple question de bourses. Mon système est cher ; mais, encore une fois, il faut savoir si la France veut une jeunesse ; si oui, qu'elle y mette le prix. Cela sera de l'argent plus fécond que celui qui fut dispersé à construire une ligne Maginot que l'ennemi tourna, ou une flotte magnifique qui ne sut que se saborder...

\*\*\*\*

Je ne puis aborder ici tous les problèmes : l'Enseignement supérieur suppose résolu celui de la Recherche scientifique. En

même temps qu'une jeunesse, l'Université a pour mission de fournir au pays une Culture, une Science : jusqu'ici, bien peu de choses ont été faites en ce sens chez nous. Il faut élargir l'action de la Caisse de recherches, définir le statut du chercheur, qui sera pensionné pour deux, trois,  $n$  années en vue d'un travail désintéressé. L'important est qu'il soit effectivement payé par la nation, et non simplement encouragé de façon vague par une bourse qui ne représente qu'une fraction de son pain quotidien.

Il y aurait lieu de préciser parallèlement le cycle des études scientifiques, médicales, légales. La même organisation collégiale s'y impose. Quant aux hautes études techniques, il faut en enlever le privilège aux Écoles spéciales : à l'exemple italien, je verrais leur statut assimilé à celui des facultés, les écoles d'ingénieurs devenant, par exemple, des facultés de génie civil. Quant aux grandes écoles, je n'hésite pas à les supprimer : une révolution n'est féconde que si elle coupe les ponts avec le passé ; aussi bien notre expérience collégiale reprendra tout naturellement ce qui restait valable et vivant dans la grande tradition de Polytechnique ou de la rue d'Ulm.

HENRI MARROU (DAVENSON),  
*professeur à la faculté des lettres  
de l'université de Lyon.*

---

ECHANGE DE LETTRES  
ENTRE LOUIS SALLERON ET HENRI IRENEE MARROU  
(année 1966)

*La Constitution conciliaire sur la liturgie (4 décembre 1963) aboutit, en octobre 1964, au prix d'un investissement lourd des experts et des évêques, à une première traduction des textes de la messe en langue française<sup>5</sup>. Des commentaires divers s'élèvent aussitôt, les uns amènes, les autres critiques, voire virulents. Parmi ces derniers, le philosophe Étienne Gilson met le feu aux poudres en publiant, au début juillet 1965, dans La France catholique, un article retentissant intitulé : « Suis-je schismatique ? » : il s'en prend à la traduction du fameux *Consubstantialem Patri* du Credo de Nicée-Constantinople par les mots « de même nature que le Père », dans lesquels il voit une trahison du concile de Nicée, le risque d'un retour à l'arianisme, une hérésie. Des théologiens – acteurs majeurs du Concile –, tels les PP. Congar et de Lubac –, un philosophe, comme Jacques Maritain, quelques évêques – Mgr Renard, évêque de Versailles, le cardinal Liénart, évêque de Lille –, manifestent leur soutien, voire leur accord avec Gilson. Mais, dans l'opinion largement indifférente, seule la presse intégriste reprend à son compte la position du philosophe médiéviste, surpris et amer de se voir confondu avec un courant, qu'il a toujours combattu. La revue intégriste *Itinéraires*, de Jean Madiran, lance, au printemps 1966, une « Pétition à NN. SS. Les Évêques pour leur demander le rétablissement du consubstantiel dans la traduction française du Credo de la messe ». C'est dans ces conditions que l'historien*

---

<sup>5</sup> Voir, sur cette question, l'article de Florian MICHEL, « Entre traduction et tradition, philosophes, philologues et théologiens dans un débat conciliaire (1965-1970) », *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. 92 (229), juillet-décembre 2006, p. 435-475.



*d'Augustin et de l'Antiquité tardive, connu pour sa compétence historique et exégétique, mais aussi pour ses positions hardies contre les méthodes de torture de l'armée française en Algérie – qui le situent à l'opposé de l'intégrisme –, est sollicité par Louis Salleron. Celui-ci, fervent catholique, collaborateur de la revue, est le futur auteur d'un ouvrage très hostile aux réformes liturgiques conciliaires, La Nouvelle Messe (Nouvelles éditions latines, 1<sup>re</sup> édition, 1970, 189 p., et 2<sup>e</sup> édition, 1976, 252 p.)*

*Alors que plusieurs personnalités acceptent de donner leur signature – François Mauriac, Stanislas Fumet, Henri Massis, Roland Mousnier (collègue de Marrou à la Sorbonne), Jacques de Bourbon-Busset, Louis Salleron, Gustave Thibon –, Marrou explique les raisons de son refus. On notera le souci de l'historien de demeurer fidèle à la « grande Église », à la tradition d'unité et de communion, qui la guide depuis les origines. En affirmant, quelques années plus tard, que « L'Église utilise le terme “substance” (rendu aussi parfois par “essence” ou par “nature” pour désigner l'être divin dans son unité) », le Catéchisme de l'Église catholique (Mame-Plon, 1992, §-252), ne lui donne-t-il pas raison ?*

*J. P.*

LETTRE REÇUE PAR HENRI MARROU

*[manuscrite]*

Louis Salleron  
2, rue de Solférino  
78 Versailles

30 mai 1966

Monsieur,

Avec quelques catholiques de la « base » nous organisons une pétition aux évêques dont le papier ci-joint vous donne l'objet et la formule.

Pour appuyer cette pétition, nous voudrions les noms d'une dizaine, au maximum, de personnalités connues des milieux catholiques ou représentatives de certains secteurs intellectuels.

Le difficile n'est pas d'avoir ces signatures mais qu'elles tolèrent leur voisinage mutuel.

Stanislas Fumet à qui j'ai téléphoné hier accepterait de signer si vous-même ou Maurice Vaussard, ou les deux, acceptiez de votre côté pour « équilibrer » Massis et Mauriac qui ont déjà accepté, Daniel Villey et R. Mousnier, qui ont également accepté, Thibon, si j'arrive à le joindre, un ou deux professeurs de l'Institut catholique et moi-même.

De toute façon, votre nom ne sera pas utilisé avant votre accord sur la liste finalement établie.

J'espère donc votre acceptation sous cette condition, car il faut que nous aboutissions sans trop tarder.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

L. SALLERON.

*Pièce jointe : le texte de la pétition [dactylographié]*

La nouvelle traduction française du *Credo* dit que le Fils est « de même nature que le Père ».

Nous sommes attristés d'avoir à prononcer cette formule chaque fois que nous participons à la Messe, car nous croyons, aujourd'hui comme hier, que Jésus-Christ, Fils unique de Dieu, est « consubstantiel » au Père, ainsi que le proclame le texte latin « *consubstantialem Patri* ».

C'est pourquoi nous supplions filialement nos Évêques de bien vouloir rétablir le « consubstantiel » dans le texte français, nous permettant ainsi d'exprimer notre foi dans sa plénitude, en communion avec les catholiques du monde entier.

REPONSE D'HENRI MARROU  
[dactylographiée, dont il avait conservé un double]

4 juin 1966

Monsieur,

Comme je vous l'ai dit d'un mot au téléphone l'autre jour, je ne puis à mon grand regret m'associer à votre pétition. Je ne suis d'accord ni sur le fond ni sur la forme. Je trouve celle-ci exagérément alarmiste : je ne vois pas la plénitude de la foi mise le moins du monde en péril par cette traduction française et lorsque je la récite à la grand-messe de ma paroisse je me sens parfaitement en communion avec les catholiques du monde entier qui dans toutes les langues s'efforcent eux aussi de proclamer leur fidélité à la foi commune.

Quant au fond, il se trouve que j'ai eu l'occasion de prendre position là-dessus dans un article qui doit paraître prochainement dans la Revue Catéchèse<sup>6</sup>. J'écrivais ceci :

Les plus doctes parmi vous se sont inquiétés non sans raison de voir abandonner le *consubstantialem Patri*, cet *homoousion* pour lequel l'orthodoxie d'Athanase à Théodose avait mené tant de combats. Traduire comme on l'a fait « de même nature que le Père » choque évidemment l'initié qui sait que la notion de *phusis* est techniquement réservée aux problèmes christologiques des deux natures divine et humaine dans l'unique Verbe incarné. Mais comme on comprend les traducteurs ! « Une substance » est une formule qui n'est aujourd'hui vivante en français que dans le domaine de la chimie ; appliquée à Dieu elle aurait été ressentie comme bassement matérialiste. « Nature » du moins avait l'avantage d'être plus abstrait et donc d'être senti comme vaguement

---

<sup>6</sup> *Catéchèse*, n° 24, juillet 1966, sous le titre « Maturité de la foi ».

métaphysique. Pour pouvoir comprendre au sens le plus immédiat ce vocabulaire technique, il faut posséder une culture classique qui, au sein même des milieux cultivés, n'est plus aujourd'hui le fait que d'une minorité. On ne voit pas pourquoi les bacheliers A et A' (disons plutôt et prudemment les anciens khâgneux) seraient privilégiés dans l'Église de Dieu.

Permettez à un historien de l'Arianisme d'ajouter une précision : le terme *homoousios* appartenait à la langue commune des milieux grecs de l'époque romaine : il servait à désigner, par exemple, le fait que deux bijoux d'or étaient faits d'un même métal, de la même « substance » (c'est d'ailleurs une raison qui explique la longue résistance que les milieux orientaux ont mis à l'accepter) ; mais c'était un mot que bien ou mal tout le monde comprenait. « Consubstantiel » pour la grande masse de nos contemporains est un mot vide de sens et qui leur fait un effet aussi bizarre que « anticonstitutionnellement ».

Vous voyez quelles sont mes raisons ; croyez bien que je suis désolé de constater que deux chrétiens également soucieux de promouvoir la cause de Dieu puissent différer sur les voies et les moyens à employer.

Je reste votre bien sincèrement dévoué,

H. I. MARROU.

# ÉTUDES SUR HENRI IRÉNÉE MARROU

HENRI MARROU, THEORICIEN DE L'HISTOIRE

Par MICHEL MESLIN,  
*professeur d'histoire des religions  
et d'anthropologie religieuse  
à l'université de Paris-Sorbonne.*

Colloque Marrou, le 27 mai 1978.

*Ce texte inédit est la communication donnée par Michel Meslin au Colloque Marrou des 27-28 mai 1978 (ENS, rue d'Ulm).*

*Plusieurs d'entre nous ont gardé le souvenir de ce grand colloque international, mais la publication de ses Actes, prévue par les principaux organisateurs – Paul Vignaux, Charles Pietri, André Mandouze, etc. –, ne fut jamais réalisée.*

*Le dossier, récemment retrouvé, qu'ils avaient commencé à rassembler ne contient qu'une petite partie des communications inscrites au programme. Nous en avons extrait celle de Michel Meslin pour la publier dans ce premier numéro des Cahiers Marrou.*

*L'auteur lui-même, en relisant son texte après trente années, nous confirme qu'il ne « voit rien à y changer ». « Plus que jamais, nous écrit-il, les réflexions d'Henri Marrou sur l'histoire et le métier d'historien demeurent actuelles et nécessaires dans ce tohu-bohu des sciences humaines ! »*

*F. F.*

En disant ces mots, je mesure la difficulté du propos. Ayant, durant trente années, suivi et reçu, puis partagé à divers niveaux l'enseignement d'Henri Marrou, ayant assisté, en témoin très proche, au développement polyphonique de son œuvre, je me

demande comment résumer l'apport de sa réflexion sur l'histoire sans en amoindrir la richesse, sans en détruire l'unité ? Car sa vie fut une incessante confrontation entre la pratique et la théorie de l'histoire.

Il ne peut être question de reprendre, fût-ce dans les grandes lignes, son traité *De la connaissance historique* qui est devenu le discours de la méthode pour de nombreux historiens de notre temps. Des phrases remontent à ma mémoire, que nous lui avons entendu très souvent prononcer ; elles sont désormais inséparables de son image et elles forment l'armature de ce maître-livre : « l'histoire est inséparable de l'historien..., l'histoire se fait avec des documents..., en histoire une trop grande précision ne s'obtient qu'aux dépens de la vraisemblance..., étudiez des problèmes et non des périodes » – phrase qu'il avait prise à Lord Acton et qu'il citait souvent –, « l'histoire est la saisie d'un objet du passé par un homme inséré dans un présent... », et tant d'autres que nous savons par cœur. L'essentiel est non pas de redire quel historien fut H. M., mais de comprendre que ses rapports avec l'histoire n'ont pas été simplement ceux qu'une pratique quotidienne suscite inévitablement. Certes, il a été un historien au sens le plus complet du mot, sachant utiliser, dans la recreation d'un passé où il trouvait des raisons de vivre et d'espérer pour notre temps, les techniques philologiques, épigraphiques, archéologiques, bref, tout un arsenal heuristique dont il s'est servi avec une égale compétence. Mais le sens historique, qu'il dégagait de cette constante pratique de diverses et difficiles méthodes d'appréhension d'une réalité humaine vécue dans un passé plus ou moins lointain, l'a conduit à une interrogation et à une réflexion critique sur la valeur de son métier. C'est dans sa propre expérience de chercheur compétent que s'enracine le dialogue fécond qu'il mènera, durant près de quarante-cinq ans, entre le passé étudié et le présent de l'historien, entre l'autre et lui-même. Or une telle réflexion, sur leur métier, ne s'impose pas forcément à tous les praticiens de l'histoire.

H. Marrou insistait volontiers sur l'historicité de chaque génération, définie par un contexte particulier. Il expliquait en partie ses positions méthodologiques en rappelant que, jeune étudiant, il avait encore entendu l'écho assourdi du positivisme à travers l'enseignement de Seignobos. Quel historien fut-il pour nous ? Immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, ma génération a connu à la Sorbonne de très estimables professionnels de l'histoire, des hommes au métier sûr, qui n'avançaient qu'avec prudence et conscience à travers les méandres d'une histoire fort compartimentée, histoire diplomatique, politique, financière, religieuse même. Ils étaient de bons, et certains de grands érudits, qui distillaient un savoir hors temps. Ils nous donnaient les éléments d'une connaissance dont ils ne justifiaient ni la fonction ni la valeur, peut-être par pudeur, certainement par une dichotomie volontaire entre le savant et l'homme. L'enseignement de Marrou, fidèle au conseil que lui avait donné à son arrivée au Farnèse Émile Mâle, *Late [Middle Ages]*, portait sur de vastes champs d'analyse, où son intelligence faisait vite ressortir l'essentiel. Cet enseignement m'apparut comme une lumière nouvelle ; et c'est dans ces années 1947-1950 qu'il réunissait les éléments de sa réflexion méthodologique. J'en voudrais souligner trois aspects qui me semblent fondamentaux.

H. Marrou a toujours été convaincu que la pratique de l'histoire doit être sous-tendue par une certaine visée philosophique : « L'histoire, écrit-il en 1961, ne peut se passer d'une certaine infusion d'esprit philosophique, l'historien dût-il philosopher sans le savoir », ajoutait-il *cum grano salis*. Oui, dans la mesure où l'œuvre historique doit aboutir à une synthèse compréhensive, l'historien est amené à mettre en œuvre toute une conception de l'homme et de la vie qui se rattache à une philosophie : dans la mesure où il cherche à comprendre ce qui fut un problème d'hommes, un système de pensée, des concepts, il ne peut en faire l'économie. Il ne peut croire que la simple collecte

de faits résume tout son métier. Volontiers, Marrou disait que c'est dans cette « infusion philosophique » que se fait le passage de l'érudit à l'historien. Car l'histoire est bien autre chose que la satisfaction d'une curiosité. Elle va plus loin que la jouissance par le chercheur de l'appropriation d'une réalité passée qu'il croit enfin tenir. Avec finesse et profondeur, Marrou a montré l'aspect finalement utopique d'une « résurrection de la vie intégrale » que visait Michelet, de cette finalité du *wie eigentlich gewesen* qui fut le maître-mot de tant de générations, voire même du *re-enactment* de tel philosophe britannique. Car, nous le savons bien, nous qui travaillons sur un passé plus ou moins lointain, toute la pratique méthodique et scientifique du métier d'historien ne parviendra jamais à combler la distance qui sépare la réalité jadis vécue de la connaissance que l'histoire nous en donne, ce *diastéma* qui sépare à jamais le vivant que je suis de cette chose morte qui est derrière moi et que je m'efforce de rappeler à l'existence. Mais une telle lucidité n'aboutit pas à une vision pessimiste de la fonction de l'histoire. Celle-ci, montre Marrou, débouche sur un certain type de vérité et porte en elle des valeurs indéniables. Développant une réflexion de son ami Paulding en 1951, Marrou ne cesse d'insister sur le profit que procure l'histoire à qui la pratique, sur cet « élargissement de l'expérience humaine que nous apporte la reconquête du passé ». Il s'agit, en fait, d'une dilatation de notre propre humanité, provenant non pas seulement d'une nouvelle acquisition de connaissances sur des actes passés, mais d'une communion avec une expérience humaine déjà vécue.

Par là, Marrou se trouvait à l'unisson de toute la pensée de Dilthey, ce père de la philosophie critique de l'histoire qui, précisément comme Marrou, avait été à la fois historien de métier et philosophe exerçant sa réflexion sur l'histoire. Le premier, Dilthey a montré que la compréhension d'autrui qui doit guider l'analyse historique ne résulte pas seulement de la mise en œuvre d'une compétence technique, ni même d'une intelligence ouverte, mais qu'elle suppose des affinités spirituelles, et qu'une



« communauté de destin » existe entre l'historien et le thème de sa recherche, car l'histoire est faite d'enchaînements qui dépassent toute existence individuelle. « Nous comprenons les individus grâce à leur parenté entre eux. Ceci suppose l'enchaînement de ce qui est universellement humain avec l'individuation qui, sur la base de l'universel, se déploie dans la diversité des existences spirituelles » (DILTHEY, *Œuvres*, t. VII, p. 213). Telle est cette *Geistesgeschichte* dont Marrou a toujours rappelé l'intérêt et la fécondité. Car l'activité de l'homme ne consiste pas seulement à établir sa domination politique, économique, en aménageant son milieu de vie ; elle a créé un milieu idéologique, artistique et spirituel, une culture, qu'il convient d'analyser globalement. À plusieurs reprises, Marrou a souligné que les grandes cultures, la Grèce classique, la Renaissance, l'Europe des Lumières, l'Allemagne du XIX<sup>e</sup> siècle, dont l'histoire nous révèle les structures essentielles, nous pouvions les récupérer en partie comme des lieux de liberté et d'épanouissement de l'homme. C'est ainsi que l'histoire prend une part importante dans l'élaboration de toute culture contemporaine, car, à l'intérieur de l'expérience historique, c'est l'unité et l'universalité de la nature humaine que nous redécouvrons, au travers des mille facettes des expériences passées. Ainsi ces valeurs passées, que la mémoire historique sait redécouvrir et maintenir vivantes, instituent pour nous-mêmes des valeurs impérissables, *ktèma eis aiei*, comme aimait à dire Marrou, et qui sous-tendent les cultures et les civilisations.

Mais l'historien peut-il appréhender un tel ensemble ? La rencontre, en plusieurs épisodes, de Marrou et d'Arnold J. Toynbee me paraît particulièrement éclairante. Devant la monumentale, mais finalement un peu vaine, tentative de classement des vingt et une grandes civilisations que Toynbee découpe dans le tissu organique de l'histoire humaine, Marrou demeurera toujours sceptique, tout en reconnaissant la grandeur « de ce noble esprit ». Il constate que Toynbee n'a pas réussi à

formuler les lois spécifiques du phénomène civilisation, même s'il parvient à dégager des constantes dans les comportements humains. Dès lors, on ne peut admettre que « les civilisations soient des ensembles dont toutes les parties sont cohérentes et exercent l'une sur l'autre un effet réciproque », comme l'affirme Toynbee (*A Study of History*, t. III, p. 380). Le sens historique si affiné de Marrou réagit contre l'imprécision conceptuelle de la notion même de civilisation – « ce mot trouble », disait avant lui Piganiol –, qu'aucune analyse historique ne parvient à dégager globalement, à isoler, sinon artificiellement, mais dont elle doit distinguer les aspects majeurs saisis dans la diachronie et dont les rapports ne cessent de se modifier. Si le mot même de civilisation est un moyen commode d'expression, il importe que l'historien n'en fasse pas un concept opératoire, déterminant son analyse et mutilant ainsi la réalité vécue. La justesse de cette réflexion de Marrou se vérifie, je le constate à chaque instant, dans le domaine de l'anthropologie où, autant qu'en histoire, il convient que nos analyses demeurent toujours respectueuses de l'originalité, de la spécificité de l'expérience humaine analysée. Tout nous prouve, en effet, que cette unité en matière de civilisation n'est sans doute qu'une reconstruction *a priori* de théoriciens, une simple illusion d'esprits trop vite généralisateurs. À mes yeux, le véritable historien est bien celui qui aboutit, par son analyse, à marquer d'abord les différences, et donc l'originalité particulière de l'objet qu'il étudie. L'anthropologie et l'histoire sont sciences de l'altérité, du différent. Gardons-nous d'en perdre la richesse au nom d'un classicisme unitariste.

Enfin, il apparaît, dans la pensée de Marrou, que, quelle que soit la valeur d'enrichissement et de communion fraternelle que l'histoire assume dans une culture donnée, elle ne peut être une fin en soi. Dialoguant avec Toynbee, il avait très finement senti que, pour ce dernier, le sens de l'histoire ne résidait plus dans les valeurs des réalisations humaines, et que l'homme ne pouvait être réduit au rôle de simple agent de fabrication d'une civilisation. Car, pour lui, il est par essence un être religieux. De fait, quelle

que soit la forme particulière qu'elle revêt, toute religion explique à la fois l'homme et le monde, et l'homme dans le monde. Elle détermine un certain nombre d'actions collectives et de conduites individuelles ; elle maintient la cohésion sociale en agissant comme un puissant facteur de cohérence. Elle procure à l'homme un sentiment de sécurité, aussi bien dans le monde naturel dont l'homme n'est jamais entièrement le maître que dans la société où elle propose un mode de règlement des rapports entre les hommes. Cette dimension religieuse, comment l'historien pourrait-il ne pas l'assumer ? Historien de la *Spätantike*, Marrou l'a fort bien senti. Son ultime livre le montre à l'évidence ; après tant d'études parues sur cette période, il a, lui, très intelligemment mis en lumière l'importance du facteur religieux dans le processus de pseudomorphose – terme que Marrou avait pris à Spengler dont, par ailleurs, il contestait vivement les analyses –, que la civilisation romaine a connu alors, et qui constitue la spécificité même de l'Antiquité tardive. D'une théorie de l'histoire à une théologie de l'histoire, la liaison est logique. Elle était impérative pour le croyant qu'était Marrou. Impossible de ne pas poser, en fin de compte, le problème essentiel du sens même de l'histoire. Il a souvent défini le véritable historien comme quelqu'un qui doit unir une grande intelligence, un grand cœur, une grande culture, mais qui ne doit pas utiliser ces qualités à satisfaire un désir quasi morbide d'évasion et de repli dans le passé. Bien au contraire, il doit s'engager dans les problèmes vitaux de l'homme actuel. D'autres parleront de l'engagement politique de l'historien Marrou. Je veux dire ici que cet engagement, il l'a vécu, jour après jour, en élaborant une théologie lucide de l'histoire et qu'il l'a constamment vécu en spirituel, dans un esprit de vérité. Or, cela est absolument indissociable de sa réflexion philosophique sur l'histoire. Sa théologie s'inscrit dans la plus claire logique de sa pensée et dans la certitude de sa foi chrétienne : pour lui, le sens véritable de l'Histoire ne pouvait être que celui d'une Histoire de Salut.

Il y a dix ans, presque jour pour jour – c’était le 7 mai 1968 –, disant à H. Marrou notre gratitude et notre affection, je ne trouvais pas de meilleure formule que de paraphraser ce qu’il avait écrit un jour à Arthur Lourié, le musicien. Aujourd’hui, parlant de l’histoire qu’il nous a éclairée, que dire d’autre que ceci : « Tout vient ici de toi. Je n’ai fait que redire, à ma manière, telle de tes leçons. Reçois le don de cette ferveur inutile. Il me fallait bien te rendre, de quelque façon, un peu de ce que je te dois »

---

HENRI IRÉNÉE MARROU,  
PIONNIER DE LA RECHERCHE SUR L’ANTIQUITE TARDIVE

Par LUCE PIETRI,  
*professeur émérite d’histoire du christianisme à  
l’université de Paris-Sorbonne.*

À Paris, à l’École normale supérieure,  
le 23 novembre 2007.

Je voudrais d’abord dire en quelques mots à quel titre Françoise Flamant et Jacques Prévotat m’ont fait l’honneur et l’amitié de m’inviter à prendre la parole devant cette assemblée, en rappelant quelques faits. Lorsque, venant de ma khâgne marseillaise, je suis arrivée à l’École, j’ai naturellement suivi à la Sorbonne des cours d’histoire dont la plupart m’ont paru plutôt rébarbatifs ; en revanche, j’ai été tout de suite enthousiasmée par l’enseignement lumineux dispensé par H. I. Marrou et j’ai immédiatement su que j’avais trouvé le Maître qui répondait à mes aspirations d’historienne en herbe. Tout en suivant ses séminaires, organisés à partir de 1966, avec Maguy Harl et Jacques Fontaine, dans le cadre interdisciplinaire du laboratoire Lenain de Tillemont, j’ai préparé, sous sa direction, un mémoire

de maîtrise, puis entrepris une thèse de doctorat d'État que je n'ai malheureusement pas achevée à temps pour qu'il soit mon rapporteur lors de la soutenance. Après sa disparition, sa succession, à Paris-IV, a été assurée par Charles Pietri, auquel j'ai à mon tour succédé comme professeur d'histoire du christianisme, un enseignement qui est actuellement assuré par Jean-Marie Salamito. Marrou aimait rappeler que les amis et disciples de Lucien d'Antioche s'appelaient entre eux les « sulloukianistes ». Comme beaucoup d'autres présents dans cette salle, j'ai la fierté reconnaissante de me ranger dans la lignée des « marrouaques ».

J'en viens à l'essentiel : l'œuvre de Marrou, dont les lignes de force seront présentées ici par Mgr Claude Dagens, ne se résume pas uniquement aux ouvrages qu'il a publiés ; il a en effet mis en chantier plusieurs entreprises scientifiques de grande ampleur dont les travaux se poursuivent toujours actuellement et occuperont encore certainement la prochaine génération de chercheurs.

1. H. I. Marrou est le fondateur d'un grand projet épigraphique : le *Recueil des inscriptions chrétiennes de la Gaule* qu'il a conçu sous forme d'une série de volumes traitant chacun d'une province gauloise. Le premier volume concernant la Belgique Première, publié en 1975 par Nancy Gauthier, a encore bénéficié de ses remarques au cours de séminaires qui réunissaient chaque semaine la petite équipe d'épigraphistes. L'ouvrage est précédé de la préface dans laquelle il avait préalablement dessiné les grands lignes du projet : il ne s'agissait pas simplement d'apporter des compléments aux ouvrages, estimables en leur temps mais vieillissés, de Le Blant (entre 1856 et 1892), grâce aux inscriptions découvertes depuis leur parution dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, mais de procéder à une refonte totale suivant des conceptions extrêmement novatrices : remplacement des fac-similés par des photographies ; commentaire systématique des divers aspects du monument (matériel paléographique,

diplomatique, linguistique et bien sûr historique), suivant un plan uniforme, ce commentaire étant fondé sur une traduction de l'inscription, et non, comme à l'époque de Le Blant, sur une interprétation très floue du texte. Sont parus ensuite, suivant les mêmes règles, la Viennoise du Nord de Françoise Descombes, en 1985, et l'Aquitaine Première de Françoise Prévot, en 1997, tandis que sont actuellement en chantier trois autres volumes : Lyon (Marie-Hélène Soulet), la Viennoise du Sud regroupée avec la Narbonnaise Seconde et les Alpes Maritimes (Jean Guyon, initié lui aussi à l'épigraphie par Marrou, et Marc Heijmans), la Belgique Seconde (Luce Pietri). Reste encore à couvrir de nombreuses provinces, dont certaines, plus pauvres en documents épigraphiques, pourront sans doute être regroupées en un seul volume. J'ajouterai que l'initiative de Marrou a contribué à donner à l'épigraphie chrétienne, dont l'intérêt était jusqu'alors quelque peu sous-estimé, ses lettres de noblesse (je me souviens de la réaction scandalisée de Hans Georg Pflaum, invité aux séminaires, qui était prêt à corriger ce qu'il considérait comme les « barbarismes » d'un latin qui n'était plus celui de Cicéron, mais qui en fait reflétait les évolutions d'une langue bien vivante) : toujours est-il que l'épigraphie chrétienne est désormais prise en compte par la communauté savante, ainsi qu'en témoignent les Actes des récents colloques internationaux d'épigraphie latine et grecque, et la part que lui réserve l'*Année épigraphique*, sous la direction de Michel-Yves Perrin.

2. Marrou est également le fondateur de la *Prosopographie chrétienne du Bas-Empire*. C'est encore lui qui a lancé l'opération dont le premier volume, consacré à l'Afrique (303-533), a été préparé en séminaire, sous la direction du cher André Mandouze (assisté du fidèle Stan Pellistrandi), et a bénéficié, avant sa parution en 1982, d'une préface qui avait été antérieurement rédigée par Marrou pour fixer les grandes lignes de ce vaste projet. En vertu d'un accord qui réservait à une équipe britannique, alors dirigée par le professeur Jones, l'étude des

membres de l'élite civile et militaire de l'Empire, suivant un découpage de l'Antiquité tardive prévue en trois grandes périodes, revenait à l'entreprise française la tâche de consacrer une notice à tous les membres du clergé et des milieux monastiques ou ascétiques, ainsi qu'aux laïcs ayant joué un rôle dans la vie de l'Église, selon un recensement qui devait s'opérer, étant donné le nombre très élevé des personnages, par grands secteurs géographiques. Là encore, il s'agit d'une entreprise novatrice et ambitieuse : loin de présenter, en une sorte de dictionnaire, une série d'articles résumant à grands traits la biographie des personnages pris en compte, la *PCBE* exploite, en des notices souhaitées exhaustives, toutes les sources mentionnant chacun d'eux, en les classant autant que possible dans l'ordre chronologique, et en se plaçant toujours du point de vue du personnage, d'où la règle draconienne suivant laquelle ce dernier doit être le sujet de toutes les phrases : une exigence de rigueur qui permet d'éviter bien des approximations, voire des erreurs auxquelles induit le procédé consistant à faire entrer à toute force le personnage, comme s'il n'avait disposé d'aucune autonomie, dans un contexte historique préétabli. La *PCBE* a ensuite continué de s'enrichir, avec les deux volumes consacrés à l'Italie (313-604) par une équipe sous la direction de Charles Pietri, et finalement achevés par moi-même, pour paraître en 1999 et 2000 ; et elle doit continuer de s'enrichir grâce à deux ouvrages en préparation : le premier concerne la prosopographie chrétienne de la Gaule (314-614), à laquelle je travaille en collaboration avec Marc Heijmans et avec l'assistance d'une petite équipe d'historiens composée de Janine Desmulliez, de Nancy Gauthier, Françoise Prévot et Jean-Marie Salamito, de deux spécialistes d'hagiographie, Brigitte Beaujard et Philippe Régerat, ainsi que de Jacques Biarne pour la vie monastique. Parallèlement, une autre équipe appartenant à l'université de Barcelone et dirigée par Josep Vilella rédige les notices des personnages chrétiens de l'Hispanie. D'ici à quelques années, presque tout l'Occident se trouvera couvert (des projets sont actuellement envisagés avec la communauté scientifique

britannique pour la Bretagne et pour l'Illyricum latin avec Philippe Régerat). Mais, depuis peu, l'entreprise vient de s'élargir à l'Orient, grâce à un accord passé avec le professeur Denis Feissel : la prosopographie chrétienne du diocèse d'Asie (325-641), rédigée par un de ses élèves, Sylvain Destephen, en suivant les normes de la *PCBE* afin de s'inscrire dans la série des volumes de cette collection, vient de paraître. Dans le cadre de cette heureuse association sont prévus d'autres ouvrages, notamment pour le diocèse du Pont. D'autre part, nous attendons que Annick Martin, bientôt libérée de ses autres tâches, mette en forme, pour l'Égypte, les notices dont elle a déjà rassemblé de nombreux éléments dans sa thèse.

**3.** Il faut ajouter enfin un troisième et dernier domaine dans lequel Marrou s'est avancé en pionnier. Né en 1952, le *Didaskaleion* (ainsi dénommé en souvenir de la célèbre école alexandrine du III<sup>e</sup> siècle) se réunissait à la Sorbonne, autour de Marrou et du père Montdésert (ce dernier en charge, depuis 1951, de la collection des « Sources chrétiennes »), pour encourager et encadrer de jeunes chercheurs préparant la publication de textes patristiques, mais aussi de sources historiques, toutes publications accompagnées d'une traduction et d'une riche annotation, laquelle faisait jusque-là défaut aux livres de la collection Budé – qui, depuis lors, a suivi l'exemple des « Sources chrétiennes ». Dès 1951, Marrou avait donné à la collection l'*Épître à Diognète* (SC 33), puis, entre 1960 et 1970, les trois volumes du *Pédagogue* de Clément d'Alexandrie (SC 70, 108 et 158). On sait le succès promis à cette collection qui compte actuellement 514 numéros et offre à la communauté scientifique, mais aussi à un plus large public, l'accès à des textes fondamentaux. D'une certaine façon s'est également inspiré de l'initiative de Marrou le GDR 2135, *Textes pour l'histoire de l'Antiquité tardive*, qui, sous la direction de Françoise Thelamon puis de Bernard Pouderon, regroupait, jusqu'à une date récente, toutes les entreprises éditoriales en ce



domaine et qui vient être remplacé par l'*Association pour les textes de l'Antiquité tardive*.

Ainsi, par ces trois entreprises majeures comme par son enseignement et ses travaux, Marrou a renouvelé totalement la façon d'aborder l'étude de ce que l'on appelait encore naguère, avec une nuance péjorative, « le Bas-Empire », en mettant en lumière l'intérêt de cette période de l'histoire à laquelle son dernier ouvrage, *Décadence romaine ou Antiquité tardive ?*, rend pleinement justice.

En forme de conclusion, je voudrais aborder la question du rôle dévolu à l'Association des amis de H. I. Marrou. Il y a encore beaucoup à apprendre des travaux publiés par Marrou, pour approfondir et développer les prémisses de sa réflexion. Les nombreux ouvrages et articles parus depuis 1977 – je me bornerai à citer le livre savant du P. Pasquato (1979), suivi d'au moins cinq contributions traitant elles aussi de l'historiographie de Marrou et la belle biographie que lui a consacré plus récemment, en 2003, Pierre Riché –, toutes ces publications n'ont certainement pas épuisé le sujet. Il en va de même pour les trois grandes entreprises en pleine activité que je viens d'énumérer qui ouvrent la voie à une réflexion méthodologique sur l'exploitation croisée des diverses sources de l'histoire en Antiquité tardive (un prochain colloque à l'université de Paris-X Nanterre, organisé à l'initiative d'Hervé Inglebert, devrait traiter de cette question). C'est, à mon sens, toutes ces recherches que l'Association pourrait utilement fédérer dans une perspective largement interdisciplinaire. Ce n'est évidemment pas à moi qu'il revient d'en préciser les modalités. Permettez-moi seulement une suggestion qui répond, je le crois, aux intentions des organisateurs de cette réunion : il me semble que la publication d'un bulletin (sous forme d'imprimé ou par le biais d'un site Internet), qui serait chaque année réactualisé, pourrait fournir à tous les chercheurs œuvrant dans les diverses disciplines à la connaissance de l'Antiquité tardive un précieux

instrument de travail ; il pourrait prendre la forme, d'une part, d'un annuaire des membres en précisant les entreprises de chacun d'entre eux et, d'autre part, d'un répertoire énumérant les thèmes de recherche avec renvoi à un ou plusieurs noms de l'annuaire. En favorisant, grâce à un tel bulletin de liaison, de fructueux échanges scientifiques entre historiens, philologues et épigraphistes, l'Association serait pleinement fidèle, me semble-t-il, aux perspectives qui étaient celles de H. I. Marrou.

---

HENRI MARROU HISTORIEN,  
PENSEUR DE L'HISTOIRE ET CHRETIEN DANS L'HISTOIRE

Par CLAUDE DAGENS,  
*évêque d'Angoulême,*  
*ancien élève de l'École normale supérieure,*  
*ancien membre de l'École française de Rome.*

À Paris, à l'École normale supérieure,  
le 23 novembre 2007.

## **I. – L'inspiration d'une vie.**

### *1. De la rue d'Ulm à la Sorbonne.*

Permettez-moi d'abord de vous rassurer : je respecte sinon la séparation, du moins la distance qui existe entre l'Église catholique et l'Université ou les universités d'État auxquelles vous êtes liés. Je ne profiterai donc pas de la rencontre d'aujourd'hui pour ouvrir subrepticement l'éventuel procès en béatification d'Henri Irénée Marrou.

Face à une telle hypothèse, il est probable que Marrou nous adresserait l'avertissement qu'il formulait à propos d'Emmanuel Mounier au lendemain de sa mort en 1950. Il mettait dans la bouche de Mounier la recommandation qu'aurait faite Péguy au fondateur de la Paroisse universitaire, Joseph Lotte : « Il importe extrêmement de ne pas m'affubler en Père de l'Église. C'est déjà beaucoup d'en être le fils <sup>7</sup>. »

Cette remarque étant faite, il n'est pourtant pas interdit de penser que, de la rue d'Ulm à la Sorbonne, en passant par Rome, par Lyon et par Châtenay-Malabry, cet homme nommé Henri Irénée Marrou a illustré de façon authentique la fécondité de la foi chrétienne au XX<sup>e</sup> siècle dans le domaine de l'histoire religieuse, au sein de l'Université française.

## 2. *Des carnets de jeunesse à la théologie de l'histoire.*

Mais rassurez-vous encore : je n'oublie pas que je ne me trouve pas ici à la Congrégation romaine pour la Cause des saints, mais à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, et j'ai donc à témoigner non pas de la sainteté éventuellement reconnue d'Henri Marrou, mais de sa pensée d'historien des origines chrétiennes et de l'Antiquité tardive.

J'ai relu ces derniers jours une bonne partie de ses *Carnets posthumes*, notamment ceux qui ont été partiellement rédigés ici même, dans les années 1927-1930, et aussi sa *Théologie de l'histoire*, parue en 1968. Ce qui se révèle à travers ces écrits, comme sans doute pour toute pensée véritable, c'est la cohérence de l'inspiration, comme si l'on assistait à la genèse et au déploiement organique d'une réflexion qui, presque dès le début, cherche et trouve ses points d'application.

Il ne s'agit pas d'une carrière dont les étapes seraient déjà déterminées. Il s'agit d'une sorte de projet intellectuel et spirituel dont les lignes de force se dessinent avec une relative netteté : Marrou désire se consacrer à l'histoire des cultures et à ce qu'il

---

<sup>7</sup> H. MARROU, « Un homme dans l'Église », *Esprit*, décembre 1950, p. 904.

appelle « la Cité des hommes », dont il mesure – nous sommes dans la période de l’entre-deux-guerres – le caractère formidablement fragile et contingent. Il s’intéresse aussitôt à ce qu’il appelle les « âges obscurs », les périodes de mutations et de métamorphoses qui marquent spécialement la civilisation de l’Antiquité tardive. Dans le même temps, c’est-à-dire à l’intérieur des mêmes recherches historiques, il sera disciple de saint Augustin, le penseur de cette Cité de Dieu, qui dépasse infiniment les cités terrestres tout en étant intimement mêlée à leurs développements. Et, tout en devenant à la fois un historien des origines chrétiennes et un théologien de l’histoire, il n’oubliera jamais de relier l’étude du Bas-Empire romain à l’époque actuelle pour comprendre comment les chrétiens et l’Église sont appelés à y tenir leur place.

Voilà les trois domaines, intimement liés les uns aux autres, qui constituent l’infrastructure ou la trame de la pensée d’Henri Marrou, historien de l’Antiquité tardive, philosophe et théologien de l’histoire, et aussi penseur chrétien passionnément désireux d’inscrire la Vérité de sa foi à l’intérieur du monde dit moderne.

Il me semble que ces grandes perspectives rendent compte de ce qu’il y a d’organique dans l’œuvre de Marrou. Je ne voudrais pourtant pas donner l’impression que ce déploiement organique aurait été serein ou facile. On peut probablement employer pour lui l’expression qu’il appliquait à Emmanuel Mounier, en 1950, en parlant à son sujet d’une « âpreté passionnée », avec « le sentiment bouleversant de la gravité de l’heure, du travail inaccompli, de la responsabilité des chrétiens dans l’histoire <sup>8</sup> ».

Il y a, dans la pensée de Marrou, comme dans celle de Mounier, une espèce de tension intérieure, la conscience d’avoir à affronter et à surmonter des défis ou des antinomies, avec peut-être la certitude de ne jamais pouvoir aller au-delà de cet

---

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 900.

inachèvement constitutif de toutes les recherches qu'il veut entreprendre.

Qu'il s'agisse des métamorphoses de la culture, spécialement à l'époque de l'Antiquité tardive, du déploiement de la Cité de Dieu à l'intérieur des crises de l'histoire ou des exigences nouvelles de la présence chrétienne dans nos sociétés modernes, Marrou n'a pas cessé d'exercer cette liberté de pensée, de recherche, de jugement, qui faisait de lui un éveilleur de l'esprit, au-delà de tous les conformismes

## **II. – Les métamorphoses des cultures et des civilisations.**

### *1. Un homme de l'entre-deux-guerres.*

On ne doit pas oublier que Marrou est un homme de l'entre-deux-guerres. Il s'est éveillé à la vie de l'esprit dans cette période où l'on ne pouvait pas ne pas comprendre la fragilité constitutive des civilisations. Il est lui-même intensément conscient de cette contingence radicale qui marque l'histoire contemporaine et qui va marquer ses recherches d'historien.

Mais l'historien qu'il va devenir demeure et demeurera toujours un métaphysicien. Car, en lui, la conscience de cette contingence de l'histoire est inséparable d'un désir intense de l'Absolu, de ce qu'il appelle aussi « la Vérité ». Et il insiste déjà en 1929 (il a vingt-cinq ans) : « Comme tout ce que nous pensons n'a qu'une existence contingente, il faut penser Dieu pour rendre compte de l'absolu qu'un monde de créatures suppose, puisqu'on le pense<sup>9</sup>. »

Il y a, dans la pensée de l'historien Marrou, cette espèce de tension essentielle entre l'étude de ce qui est contingent et l'adhésion à la Vérité métaphysique. Mais cette tension, qui lui permet de pratiquer en tant qu'historien une forme d'alliance entre la raison et la foi, l'oblige en même temps à refuser les conceptions réductrices et de l'une et de l'autre.

---

<sup>9</sup> *Carnet VIII, XXI, 9 : Carnets posthumes*, Paris, 2006, p. 94.

On sait à quel point il est rebelle à ce positivisme qui prévalait encore, dans les années 20, dans l'Université française et combien il sera heureux de montrer, dans le sillage de son ancien camarade Raymond Aron, que la connaissance historique du passé humain ne peut jamais être d'une objectivité plate puisqu'elle est inséparable de celui qui s'y engage <sup>10</sup>.

Mais, d'un autre côté, du côté de la foi, il ne peut pas se contenter d'une expression philosophique unique de la Vérité révélée, surtout si cette expression, en l'occurrence le thomisme, se réfère à une conception étroite de la Raison, réduite à « une Raison purement logique », « machine à argument, procédé d'exposition, sans vigueur d'invention <sup>11</sup> ».

## 2. De l'Antiquité tardive au temps présent.

C'est donc à travers la connaissance historique que Marrou va déployer ses recherches, et à travers une connaissance historique qui portera de façon privilégiée sur les « âges obscurs » (*Dark ages*).

Dès ses années d'étudiant, en 1928, alors qu'il prépare l'agrégation d'histoire, il prend conscience du chemin où il s'engagera : « De la cité antique à la Cité de Dieu, *Dark ages*, deux points de vue : la chose qui meurt, celle qui se crée. Longue incubation d'une civilisation nouvelle... Valeur des âges obscurs, gestation du monde tala. La Cité antique remplacée par le peuple des âmes... Balancer le poids lourd de l'humanisme antique... Nécessaire stage des barbaries <sup>12</sup>... »

Si Marrou a trouvé chez l'historien anglais Gibbon, dans son livre sur *Le Déclin et la Chute de l'Empire romain* (1786-1788), cette catégorie des « âges obscurs », il ne prend pas du tout à son compte l'interprétation qu'en a donnée ce penseur

---

<sup>10</sup> Cf. *De la connaissance historique*, Paris, 1954 : spécialement le chapitre II : « L'histoire est inséparable de l'historien » (p. 51-67).

<sup>11</sup> *Carnet VIII, XXI, ibid.*, p. 93.

<sup>12</sup> *Carnet VIII, XIII, 12, ibid.*, p. 73-74.

voltairien, pour lequel le triomphe de la barbarie serait lié à l'essor du christianisme. Au contraire : Marrou entreprend une sorte de réévaluation radicale de cette Antiquité tardive (*Spätantike* ou *tardo antico*), dans laquelle il perçoit des métamorphoses profondes de la culture, souvent masquées par des discontinuités ou des ruptures.

Il est évident que sa grande familiarité avec Augustin et la thèse qu'il lui a consacrée en 1938 l'ont aidé à comprendre que ces temps d'effondrements sont aussi des temps de renouvellement et qu'il faut se garder d'utiliser sans précaution la catégorie de la décadence quand on les étudie.

Et l'on ne peut pas oublier le titre de sa dernière œuvre, en forme d'interrogation : *Décadence romaine ou Antiquité tardive ?*<sup>13</sup>, dans laquelle il scrute cette espèce d'enfantement permanent des cultures au-dedans des bouleversements de l'histoire, durant cette période qui va de ce que l'on appelle le Bas-Empire à l'avènement des royaumes dits « barbares » en Occident et à la naissance de l'Empire byzantin en Orient.

On peut ajouter que cette compréhension de l'Histoire ne vaut pas seulement pour les premiers siècles de la civilisation occidentale et qu'en tout cas l'enseignant, et l'éducateur, qu'était Marrou savait très bien que la connaissance de ces âges anciens peut contribuer à comprendre les temps que nous avons à vivre. Il ne s'en cachait d'ailleurs pas, notamment en 1943, pendant la guerre, dans la préface qu'il donnait à un petit livre collectif paru à Lyon sur *Le Christianisme et la Fin du monde antique*<sup>14</sup>. S'il se tourne vers cette époque tourmentée, c'est pour comprendre « ce phénomène qui n'apparaît peut-être pas aussi étonnant qu'il l'est vraiment si l'on y réfléchit bien : un monde antique déjà christianisé s'effondre et meurt. Les sociétés nouvelles qui

---

<sup>13</sup> H. MARROU, *Décadence romaine ou Antiquité tardive ? III<sup>e</sup>-IV<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1977.

<sup>14</sup> J.-R. PALANQUE, H. DAVENSON (pseudonyme de H. MARROU), P. FAVRE, G. DE PLINVAL, J. CHAMPONIER et M. E. LAUZIERE, *Le Christianisme et la fin du monde antique*, Lyon, 1943 : cité par Pierre RICHE, *Henri Irénée Marrou, historien engagé*, Paris, 2003, p. 74.

naissent sur ces ruines seront chrétiennes elles aussi, différemment sans doute, plus profondément peut-être. Comment s'est accompli ce prodige <sup>15</sup> ? ».

Ce n'est probablement pas un hasard si, au même moment, en 1943, Henri Marrou consacre, dans *La Vie spirituelle* <sup>16</sup>, un article très substantiel au pape Grégoire le Grand pour montrer que cet évêque de Rome, tout en étant le témoin impuissant de l'effondrement de la civilisation romaine, a été aussi un maître spirituel qui préparait l'avènement d'une nouvelle culture chrétienne.

C'est dans cet article de Marrou que j'ai trouvé jadis l'encouragement le plus décisif qui m'a permis de m'engager dans l'étude des œuvres de Grégoire le Grand et de vérifier ainsi le paradoxe intérieur à l'histoire des cultures : c'est aussi au milieu de ce qui s'effondre que se produisent des renouveaux inspirés.

Et je ne peux pas oublier qu'en 1994, ayant à penser et à rédiger un rapport demandé par les évêques de France en vue de « proposer la foi dans la société actuelle », je me suis souvenu à la fois d'Henri Marrou et de Grégoire le Grand en y posant cette question : « Dans les mutations actuelles de la société et de l'Église, qu'est-ce qui s'efface et qu'est-ce qui émerge ? Et comment des chrétiens relèvent-ils le défi de la foi ? »

Comme si les métamorphoses du christianisme n'en finissaient pas de se produire aussi dans nos sociétés modernes...

### **III. – Le déploiement de la cité de Dieu.**

#### *1. Henri Marrou disciple de saint Augustin.*

Avant même d'avoir étudié la *Cité de Dieu*, Henri Marrou sait que son travail d'historien portera sur les cités terrestres, à commencer par celle de Nîmes, à laquelle il a consacré son diplôme d'études supérieures. Et il se donne à lui-même en 1928 un avertissement

---

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> « Saint Grégoire le Grand », *La Vie spirituelle* 69, décembre 1943, p. 442-455.



très augustinien : « Tu n'étudieras que la cité des hommes. Tu ne la confondras jamais avec la Cité aux XII portes dont le jour n'est pas encore venu <sup>17</sup>. »

Mais, quelques années plus tard, la fréquentation assidue d'Augustin va faire de lui un familier de ce qu'il appellera très vite le « mystère de l'histoire » et dont il ne cessera plus, jusqu'à la fin de sa vie, de mettre en relief et en perspective les dimensions constitutives.

Il sera d'abord un disciple très fidèle d'Augustin, en n'adhérant jamais au mythe du progrès, si répandu dans la pensée et les idéologies modernes, à la suite de Hegel et de Marx. Il ne perçoit les développements de l'histoire que sous l'angle de leur contingence radicale, en vertu de laquelle les conquêtes et les victoires ne peuvent pas faire oublier la loi implacable de l'échec : « L'échec, au moins relatif, est la loi de toute histoire, lieu de tant de défaites, et où les victoires mêmes, toujours trop chèrement payées, restent toujours partielles et précaires <sup>18</sup>. »

Mais cette conception réaliste du drame de l'histoire ne doit jamais être séparée de la perception également augustinienne des deux cités enchevêtrées, et dont l'enchevêtrement est une autre caractéristique de l'histoire humaine : « *Perplexae quippe sunt istae duae civitates invicemque permixtae* <sup>19</sup>... » Elles sont bien entremêlées et mêlées l'une à l'autre, ces deux cités, la Cité de Dieu, qui repose sur l'amour de Dieu poussé jusqu'à l'oubli de soi, et la cité terrestre, qui repose sur l'amour de soi poussé jusqu'à l'oubli de Dieu <sup>20</sup>.

Sans doute faut-il souligner que cette complexité de l'histoire est un principe foncièrement réaliste et non pas pessimiste. Augustin n'oublie pas qu'il a été manichéen et qu'il a cru à cet affrontement insurmontable entre les forces du Bien et

---

<sup>17</sup> *Carnet VIII, XIII : Carnets posthumes*, p. 71.

<sup>18</sup> *Théologie de l'histoire*, Paris, 1968, p. 57.

<sup>19</sup> *Cité de Dieu*, I, 35.

<sup>20</sup> Cf. *Cité de Dieu*, XIV, 28.

celles du Mal. Sa vision de l'histoire est donc tout à l'opposé de ce dualisme radical. Elle est d'abord un réalisme qui oblige à reconnaître que la complexité des événements du monde est inséparable de ce qu'il y a d'enchevêtré dans les cœurs humains. Comme pour ce qui concerne l'affirmation du péché originel, la pensée d'Augustin est d'abord anti-gnostique : elle ne présuppose pas un arrière-monde. Elle est un appel au discernement et à la liberté des hommes dans l'histoire

## 2. De l'actualité historique.

Bien entendu, Marrou ne s'interdira jamais d'appliquer à l'actualité historique dont il est le témoin et parfois l'acteur ces grandes perspectives inspirées par la *Cité de Dieu*. Il sera toujours intensément conscient de la somme de douleurs cachées qu'impliquent tant d'événements dont on ne perçoit souvent que les apparences. C'est ainsi qu'il va vivre les grands moments de la Libération : « 22 août 1944 : nous apprenons en même temps la libération foudroyante du Sud-Est et la mort de Gilbert DRU fusillé comme otage place Bellecour... Il faut pour toi t'en souvenir : de quel prix de sang et de larmes cette journée terrestre t'aura été achetée <sup>21</sup>... » Et quelques mois plus tard, le 8 mai 1945, au jour de la Victoire, sa méditation se fait aussi grave : « Jour de la victoire. Je ne me sens pas joyeux, mais grave. Je vois de quel prix le résultat a été payé : l'histoire temporelle se construit dans le sang et les larmes, avec des morts, des torturés et des fous. Je pense moins aux victimes qu'à ceux qui payent encore le prix <sup>22</sup>... »

À travers cette méditation sur ce qu'il y a à la fois de caché et de tragique dans les événements les plus éclatants, Marrou, en fidèle disciple d'Augustin, met en relief ce qui lui paraît essentiel au mystère de l'histoire : à la fois le caractère extrêmement relatif de toute civilisation et la transcendance absolue du royaume de

---

<sup>21</sup> *Carnet XI*, 102, p. 378.

<sup>22</sup> *Carnet XI*, 120, p. 389.

Dieu. Il le dit avec une force étonnante le 18 juin 1940 : « Je sais maintenant pourquoi les civilisations sont des choses mortelles. Ça en fait trois que tu as vues échouer : la classique impériale romaine, la médiévale chrétienne et la démocratique moderne. Chaque fois, c'est pareil : la civilisation est un idéal qui n'a existé que dans l'aspiration d'une élite<sup>23</sup>. »

Un peu plus tard, toujours en 1940, en se référant à Péguy, il s'interroge sur ce qui, dans nos constructions humaines, peut participer à la Cité de Dieu : « Je sais qu'aucun des efforts n'est perdu, ne manquera d'être recueilli dans la Cité céleste. Oui, mais la réussite un jour ? Péguy avait compris que c'était un mystère : car elles sont le corps et le commencement de la Cité de Dieu. On ne peut exprimer ce mystère que par celui de la magie poétique<sup>24</sup>. »

Et, contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'adhésion à ce mystère n'exclut pas du tout l'engagement. Au contraire, elle en fonde la liberté. Et l'on sait à quel point Marrou, précisément parce qu'il était conscient de la transcendance chrétienne, n'hésita jamais à critiquer toutes les compromissions qui lui semblaient la menacer. Qu'il s'agisse de dire clairement aux responsables de la revue *Esprit*, dans les années 1950, qu'il ne peut pas accepter leur absence de critique à l'égard du marxisme et de sa stratégie conquérante. Ou encore, dans les années 1956-1958, quand il dénonce publiquement le scandale que constituaient pratiques inhumaines de la police et de l'armée en Algérie. Puis, de la même façon, après le concile Vatican II, Marrou fera appel à sa connaissance des origines chrétiennes, de la gnose et de saint Augustin pour défendre la foi catholique contre ceux qui voudraient la réduire à ses conditionnements humains.

Toutes ces prises de position découlent d'une attitude fondamentale : parce qu'il était un historien des cultures, il avait intensément conscience des conditions et des exigences culturelles

---

<sup>23</sup> *Carnet X*, 134, p. 231.

<sup>24</sup> *Carnet X*, 134, p. 232.

et intellectuelles de la mission chrétienne dans le monde moderne. Et il savait faire appel, quand il le fallait, à l'histoire du catholicisme en France, pour mettre l'Église devant ses responsabilités. Certes, le modernisme avait menacé le cœur de la foi, mais il avait aussi obligé les catholiques à reconnaître leurs carences graves dans le domaine de la pensée. Quant à l'Action française, elle avait suscité l'illusion d'une culture catholique qui pourrait être détachée du Christ et de l'Évangile, et surtout elle avait entretenu chez un certain nombre de croyants des attitudes exclusivement défensives, en face d'un monde moderne considéré comme une menace.

Henri Marrou, disciple d'Augustin, se trouve ainsi en plein accord avec Emmanuel Mounier : il s'agissait pour l'un comme pour l'autre de mettre les chrétiens au travail, en les préservant d'une conception agressive et excluante de la vérité et en les incitant à accepter une confrontation ouverte avec le monde moderne.

#### **IV. – La présence chrétienne dans l'histoire.**

Il est clair qu'Henri Marrou était un homme engagé, un « historien engagé », comme l'a écrit Pierre Riché dans le titre du livre extrêmement documenté qu'il lui a consacré. Tous les étudiants qui ont suivi ses cours ont été frappés par ce mélange de liberté, d'assurance et d'humour qui émanait de lui.

Il vaut la peine de comprendre que cette liberté et cette assurance étaient inséparables à la fois de sa conscience chrétienne et de sa connaissance de l'histoire du christianisme. De cette connaissance historique, il avait retenu plus qu'une conviction : une certitude sur l'exigence d'universalisme qui est liée au nom chrétien et qui n'exclut pas du tout la conscience de former une minorité. Il n'a jamais renoncé à faire valoir ce paradoxe.

Il l'exprimait dès sa jeunesse, avec une concision et une vigueur étonnantes, en 1930 : « Le problème essentiel pour nous

autres talas, c'est de prendre conscience et d'adapter toute notre pensée à ce fait : nous sommes une minorité, chrétientés de Chine ou du II<sup>e</sup> siècle. Il ne faut plus raisonner comme si nous étions les pensants d'un peuple chrétien... Il faut relire la *Lettre à Diognète*. Il faut penser pour tous, et en même temps strictement tala... Il faut savoir être une minorité et cependant... Synagogue – non ! Levain<sup>25</sup> ! »

Ces lignes contiennent et condensent tous les développements ultérieurs de ce paradoxe chrétien, et en particulier la grande étude qu'il va consacrer en 1951 à cette fameuse apologie écrite sans doute à Alexandrie aux alentours du II<sup>e</sup> ou du III<sup>e</sup> siècle par un auteur inconnu qui explique à son ami païen Diognète que « les chrétiens ne se distinguent des autres hommes, ni par le pays, ni par le langage, ni par les vêtements<sup>26</sup> », mais qu'ils sont « l'âme du monde », puisque « l'âme est répandue dans tous les membres du corps, comme les chrétiens dans les cités du monde », et que, tout en étant enfermée dans le corps, « c'est elle pourtant qui maintient le corps... ». De même, « les chrétiens sont comme détenus dans la prison du monde : ce sont eux pourtant qui maintiennent le monde... Si noble est le poste que Dieu leur a assigné qu'il ne leur est pas permis de désertier<sup>27</sup> ».

Dans son commentaire, Marrou ne pouvait évidemment pas s'interdire de faire écho aux réflexions de son ami le philosophe Emmanuel Mounier, qui, peu de temps auparavant, en 1950, venait de publier un ensemble de réflexions sur la présence et la responsabilité des chrétiens dans les sociétés européennes en voie de sécularisation sous le titre *Feu la chrétienté*. Dans l'article déjà cité paru dans la revue *Esprit*, Marrou saluait l'audace avec laquelle le fondateur du personnalisme avait incité les chrétiens à accepter franchement la situation historique qui leur était faite

---

<sup>25</sup> *Carnet IX*, III, 5, p. 128-129.

<sup>26</sup> *À Diognète V*, 1 (coll. « Sources chrétiennes » 33 bis, 1965, p. 63).

<sup>27</sup> *Ibid.*, VI, 1-2, 7-10 (p. 65-67).

désormais, « celle où la volonté de Dieu nous a appelés à travailler, sans ce regret lancinant qui ne cessait de ronger les vieux milieux catholiques, le regret de n'avoir pas plutôt vécu sous Saint Louis, ou, à défaut, sous Louis XIV, à la rigueur Charles X, voire Mac Mahon<sup>28</sup> ! »

On peut comprendre cette pointe polémique chez cet historien chrétien qui savait mesurer les compromissions de l'Église à travers l'histoire. Mais, chez lui, la plus forte insistance portait sur ce qu'il a appelé, dans sa *Théologie de l'histoire*, les « devoirs d'une minorité ». Et il sait alors, une fois de plus, relier les origines chrétiennes à l'avenir du christianisme, du moins en Europe et en Occident.

« L'histoire est là pour en témoigner : cette responsabilité, les chrétiens des deux ou trois premiers siècles l'ont assumée en pleine conscience, avec assurance, humilité, résolution ; et ils n'étaient que cette minorité infime et méprisée... Leur exemple doit nous servir de modèle. Tandis qu'achève de s'écailler le vernis de christianisation rémanente qui a si longtemps fait illusion à nos prédécesseurs sur ce qu'était devenu le monde moderne, nous avons brusquement pris conscience de n'être plus nous aussi qu'une minorité parfois infime dans un monde resté ou redevenu païen<sup>29</sup> ... »

On me pardonnera, s'il le faut, d'ajouter à ce constat réaliste formulé par un historien l'appel qui le suit immédiatement : « Cela devrait suffire à ranimer en nous la vocation missionnaire : lorsque nous voyons parmi les païens tant de richesses humaines, tant de vertus naturelles, tant d'aptitudes au don total de soi, nous ne pouvons que penser : combien seraient-ils plus dignes que nous de porter le message du Christ, de quelle sainteté ne seraient-ils pas capables<sup>30</sup> ! »

---

<sup>28</sup> H. MARROU, « Un homme dans l'Église », *Esprit* 12, décembre 1950, p. 898.

<sup>29</sup> *Théologie de l'histoire*, Paris, 1968, p. 106.

<sup>30</sup> *Ibid.*

C'est clair : il y avait, chez Marrou, ce même refus d'enfermer les chrétiens et l'Église sur eux-mêmes, et cette générosité de l'intelligence dont il fait l'éloge chez Mounier, puisqu'il n'a pas seulement cherché à mettre les chrétiens au travail dans l'histoire, mais « prêchant d'exemple, il s'y est appliqué tout entier<sup>31</sup> ».

Nous sommes tous capables de comprendre et de reconnaître cette qualité-là, cette vertu, que certains appelleront sainteté...

---

LA SOCIÉTÉ DES AMIS D'HENRI IRÉNÉE MARROU  
(DAVENSON)

**Statuts de l'Association**

**Article 1**

L'Association dite « Société des Amis d'Henri Irénée Marrou (Davenson) » a pour but, en toute indépendance, de recueillir les témoignages de l'activité d'Henri Irénée Marrou, de favoriser le rayonnement de sa pensée, de promouvoir la diffusion et l'étude de ses écrits, et de susciter des travaux inspirés par son œuvre.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à Paris, 3, rue Castex – 75004.

**Article 2**

L'Association se compose :

- ☞ de Membres d'honneur qui sont choisis par le Conseil d'Administration et sont dispensés de tout versement et cotisation ;
- ☞ de Membres souscripteurs qui ont pris l'engagement de verser une somme dont le montant sera fixé par délibération du Conseil d'Administration. Cette somme est due pour l'année à courir par tout membre admis, à la date du 1<sup>er</sup> janvier.

**Article 3**

Les demandes d'adhésion sont formulées par écrit.

---

<sup>31</sup> Art. cit., *Esprit*, décembre 1950, p. 302.

#### **Article 4**

Aucun Membre de l'Association, à quelque titre qu'il en fasse partie, n'est personnellement responsable des engagements contractés par elle ; l'ensemble des ressources de l'Association seul en répond.

#### **Article 5**

Le Conseil d'Administration sera composé de six Membres au minimum et de douze Membres au maximum. Il est composé à ce jour de neuf membres : Claude Dagens, Janine Desmulliez, Claire Feuvrier-Prévoat, Sabine Flamant, Françoise Marrou-Flamant, Nicole Moine, Benoît Pellistrandi, Jacques Prévoat, Jean-Marie Salamito.

Il constituera un Bureau qui sera composé :

- ☞ d'un Président,
- ☞ d'un Secrétaire,
- ☞ d'un Trésorier.

Le premier Bureau statutaire est constitué dans les conditions suivantes :

- ☞ Président : Monsieur Jacques PREVOTAT.
- ☞ Secrétaire : Madame Nicole MOINE.
- ☞ Trésorier : Madame Sabine FLAMANT.

Le Bureau du Conseil d'Administration et le Conseil lui-même exerceront leur fonction pendant trois ans.

Les Membres du Bureau du Conseil d'Administration et du Conseil lui-même se renouvelleront tous les ans et seront élus par délibération secrète et au scrutin majoritaire du Conseil sortant.

Les Membres sortants seront cependant indéfiniment rééligibles.

Le Conseil assume la gestion administrative et financière et prend toutes décisions pour la réalisation des activités de l'Association qui ne relèvent pas des pouvoirs de l'Assemblée générale. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue, les procurations sont admises en cas de vote, sauf pour les questions qui concernent le choix du statut des personnes.

#### **Article 6**

Le Président convoque les Assemblées générales et les réunions du Conseil d'Administration. Il représente l'Association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il a notamment qualité, sur mandat du Conseil d'Administration, pour ester en justice au nom de l'Association.



Il préside toutes les Assemblées. En cas d'absence ou de maladie, il est remplacé par un Vice-Président, et en cas d'absence ou de maladie de ces derniers, par le Membre le plus ancien ou, en cas d'ancienneté égale, par le plus âgé.

#### **Article 7**

Le Conseil surveille la gestion des Membres du Bureau et a toujours le droit de se faire rendre compte de leurs actes.

Il peut, à la majorité, en cas de fautes graves, suspendre provisoirement les Membres du Bureau, en attendant la décision de l'Assemblée Générale qui doit, en ce cas, être convoquée et réunie dans la quinzaine.

Il autorise le Président ou le Trésorier à faire tous achats, aliénations ou allocations nécessaires au fonctionnement de l'Association.

#### **Article 8**

L'Assemblée générale se compose de tous les Membres de l'Association, à quelque titre qu'ils soient affiliés. Ses décisions sont obligatoires pour tous.

#### **Article 9**

Les Assemblées sont ordinaires ou extraordinaires.

Elles sont présidées ainsi qu'il a été dit à l'article 6.

L'Assemblée ordinaire a lieu une fois par an.

L'Assemblée extraordinaire peut être convoquée, en cas de circonstances exceptionnelles, par le Président, sur avis conforme du Conseil d'Administration, ou sur demande écrite d'un cinquième au moins des Membres inscrits, déposée au Siège de l'Association ; en ce dernier cas, la réunion doit avoir lieu dans les 30 jours qui suivent le dépôt de la demande au Siège de l'Association.

#### **Article 10**

L'Assemblée annuelle reçoit le compte rendu du Conseil d'Administration et les comptes du Trésorier. Elle statue sur leur approbation.

Elle vote le budget de l'année.

Toutes les délibérations de l'Assemblée Générale annuelle sont prises à la majorité des Membres présents.

#### **Article 11**

L'Assemblée Générale extraordinaire statue sur toutes les questions urgentes qui lui sont soumises, à la majorité des deux tiers des Membres

présents ou valablement représentés. Elle peut, sur la proposition du Conseil d'Administration, apporter toutes modifications aux statuts, elle peut ordonner la prorogation ou la dissolution de l'Association, ou sa fusion avec toutes autres associations poursuivant un but analogue, ou son affiliation à toute union d'associations.

En cas d'Assemblée extraordinaire, les Membres qui sont empêchés de s'y rendre peuvent donner un pouvoir à un Membre de l'Association, pour les représenter.

#### **Article 12**

En cas de dissolution volontaire ou forcée, l'Assemblée extraordinaire statue sur la dévolution du patrimoine de l'Association, sans pouvoir attribuer aux Membres de l'Association autre chose que leurs apports.

Elle désigne les établissements publics ou les associations déclarées qui recevront le reliquat de l'actif après paiement de toutes dettes et charges de l'Association et de tous frais de liquidation.

Elle nomme, pour assurer les opérations de liquidation, un ou plusieurs membres de l'Association, qui seront investis à cet effet de tous pouvoirs nécessaires.

---

#### **Comité d'honneur**

Mesdames et Messieurs

Jean DELUMEAU

Noël DUVAL

Jacques FONTAINE

Nancy GAUTHIER

Marguerite HARL

Yves-Marie HILAIRE

Vincent LALOY

*Le Cardinal J.-M. LUSTIGER* (†)

Jeannette André MANDOUZE (†)

Paule Jean MARROU

Catherine MARROU-SAINVAL

Jean-Marie MAYEUR

Michel MESLIN

Ottorino PASQUATO (†)

Luce PIETRI

Josette René REMOND

Pierre RICHE

Marie-Josèphe RONDEAU

Georges- Henri SOUTOU

André VAUCHEZ

Marc VENARD

Michel WINOCK

## Liste des adhérents pour l'année 2008

Abbaye de Lérins	Mandouze Jeannette André
Alexandre Monique	Manent Vincent
Amis de Sources chrétiennes	Margolin Jean-Claude
Armogathe Jean-Robert	Marrou-Berger Béatrice
Antoine Gérard	Marrou-Flamant Françoise
Baslez Marie-Françoise	Marrou-Lamoulie Elisabeth
Beaujard Brigitte	Marrou-Sainval Catherine
Bédarida Renée	Marrou Florent
Bessède Robert	Marrou Louis
Bethouard Bruno	Marrou Paule Jean
Biarne Jacques	Martin Annick
Billot Claude-Charles	Mayeur Jean-Marie
Blaudeau Philippe	Mériaux Charles
Bonnet Charles	Meslin Michel
Boulez Marie-Claire	Miroux Georges
Boutié Raphaëlle	Moine Nicole
Bretz Mahler Denise	Monfrin Françoise
Cabanac Stéphane	Montabrut Maurice
Canevet Mariette	Morillon-Pallu Nicole
Cavallaro Cécile	Moutard Nicole
Chalvidan Pierre-Henri	Nobécourt Jacques
Chapon François	Pascal-Mousselard Olivier
Chavarot Jean-Louis	Pasquato Ottorino (†)
Chavoix André	Pelletier Denis
Coloni Michel	Pellistrandi Benoît
Compagnon Pierre	Pellistrandi Christine
Comte Bernard	Perrin Michel-Yves
Coq Guy	Petitmengin Pierre
Couderc Pierre	Piétri Luce
Crépin André	Pillement-Palanque Sabine
Dagens Claude	Prévotat Jacques
Decroux Laurence	Regerat Philippe
Delbreil Jean-Claude	Rémond Josette René
Delettra-Carréras Nuria	Reydellet Marc

Delumeau Jean  
Demarolle Jeanne  
Deriycke Hugues  
Desmulliez Janine  
Desouche Marie-Thérèse  
Dulaey Martine  
Dupront Monique  
Duval Noël  
Feuvrier-Prévotat Claire  
Figoureux Loïc  
Flamant Jacques  
Flamant Sabine  
Flamant Véronique  
Flavigny Bernard  
Fohlen Claude (†)  
Fontaine Jacques  
Gaucher Guy  
Gauthier Nancy  
Gauthier Philippe  
Gosserez Laurence  
Goustine (de) Luc  
Grefte Marie-Odile  
Guillaumin Marie-Louise  
Guyon Jean  
Harl Marguerite  
Hilaire Yves-Marie  
Hollard-Zirano Virginie  
Humbert Pascale  
Huot Gisèle  
Jacob-Champeau Marceline  
Jacquemont Patrick  
Jacquin Françoise  
Jay Pierre  
Jolivet Jean  
Kammerer Jean  
Katan-Bensamoun Yvette  
Labrousse Mireille  
Lacroix Benoît  
Laloy Vincent

Richard François  
Richaud François  
Riché Pierre  
Rioux Jean-Pierre  
Roland Annie  
Roland Jacques  
Rondeau Marie-Josèphe  
Rouche Michel  
Roure David  
Saavedra Jorge  
Sainval-Noël Brand Christine  
Sainval-Noël Guivarch Claire  
Sainval-Noël Laurent  
Salamito Jean-Marie  
Savon Hervé  
Smadja Gérard  
Soutou Georges-Henri  
Soutou Isabelle  
Spanneut Michel  
Stieltjes Camille  
Stieltjes Eric  
Stieltjes Mélanie  
Stieltjes Natalie  
Stieltjes Timothée  
Thélamon Françoise  
Tholozan Barbara  
Tholozan Léa  
Tholozan Nicolas  
Vauchez André  
Vénard Marc  
Vidal Jocelyne  
Villeneuve François Estelle  
Vidal Naquet Geneviève  
Vigne Daniel  
Vincent Catherine  
Vulliez Charles  
Waché Brigitte  
Winock Michel  
Zemmour Arnaud

Lambert-Lebihan Soizic  
Laspougeas Jean  
Legall Yves  
Lepelley Claude  
Lossky Nicolas

Zemmour Aurélie  
Zemmour David  
Zemmour Philippe  
Zemmour Sophie  
Zemmour Valérie

En 2008, notre association a été endeuillée par la disparition de trois de ses membres : le Révérend Père Ottorino Pasquato, le professeur Claude Fohlen et Madame Jeanne André Mandouze.

---

#### Informations diverses

##### ***La prochaine Assemblée générale***

L'Assemblée générale de l'année 2008 est fixée au samedi 18 octobre prochain à 16 h 30,-à l'École normale supérieure, 45, rue d'Ulm 75005 Paris, salle des Résistants. Elle sera suivie d'une conférence de Jean-Pierre Rioux.

##### ***Des réductions sur certains livres***

Les Éditions du Cerf consentent une réduction de 33 % à notre Société sur les trois ouvrages suivants :

- Pierre RICHE, *Henri Irénée Marrou historien engagé* (2003).
- Henri Irénée MARROU, *Théologie de l'histoire*
- (2<sup>e</sup> édition 2006).
- Henri Irénée MARROU, *Carnets posthumes* (2006).

Vous pouvez bénéficier de cette réduction en commandant le ou les ouvrages qui vous intéressent auprès de la Trésorière de l'association ; elle vous en demandera le remboursement après la bonne réception des livres commandés.

### ***Aidez-nous***

Si vous détenez des lettres de H. I. Marrou ou des documents anciens ou inédits susceptibles d'intéresser l'Association, n'hésitez pas à les adresser (originaux, photocopies ou scannés) à :

Françoise Flamant  
Les Fontians  
878, route des Pinchinats  
13770 Venelles  
[francoise.flamant3@wanadoo.fr](mailto:francoise.flamant3@wanadoo.fr)

Toutes informations sur des travaux ou manifestations, récents, en cours ou à venir, concernant H. I. Marrou sont également les bienvenues.

### ***Conditions d'adhésion ou de renouvellement***

L'Association accepte l'adhésion des personnes morales.

Peuvent être dispensées du versement de la cotisation les personnes qui en font la demande écrite au Président Jacques Prévotat (simple formalité). Cette demande est à joindre au bulletin d'adhésion expédié à la Trésorière.

**BULLETIN D'ADHÉSION**  
**(ou de renouvellement)**

✂ à découper  
Je soussigné(e),

NOM :	Prénom :
Adresse postale :	
Adresse électronique :	
Téléphone :	

déclare adhérer à la *Société des amis d'Henri Irénée Marrou*  
(*Davenson*) pour l'année 2009 en tant que :

- ← Étudiant (10 €)
- ← Adhérent (25 €)
- ← Bienfaiteur (au-delà de 25 €)

Date :

Signature :

Merci d'établir votre chèque à l'ordre de la *Société des amis d'Henri Irénée Marrou* (*Davenson*) et de l'adresser avec le bulletin d'adhésion à la trésorière :

Madame Sabine Flamant  
62 rue Rémy Dumoncel  
75014 Paris

